

CONVENTION D'APPLICATION TERRITORIALE DU CONTRAT DE VILLE DE CAP EXCELLENCE



quartiers 2030

LES FICHES QUARTIERS DE CAP EXCELLENCE

Les monographies des QPV, qui détaillent les spécificités de chaque quartier, ont été réalisées à partir des travaux précédemment élaborés par le cabinet FORIS. Elles ont été enrichies par des visites de terrain dans les différents QPV, permettant d'appréhender directement les enjeux et problématiques locales, ainsi que par une analyse statistique approfondie des données disponibles.

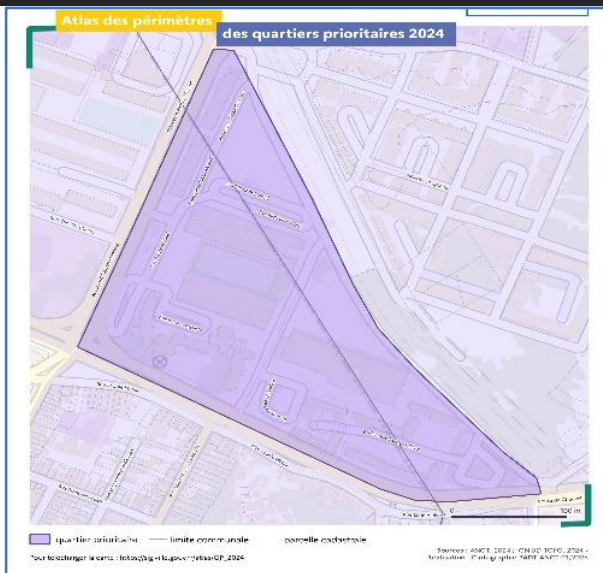
Il est important de noter, à cet égard, que la plupart des données quantitatives disponibles dans le domaine public ne couvrent pas les périmètres de la nouvelle géographie prioritaire en Guadeloupe (à l'exception de certains indicateurs, comme le nombre d'habitants et le taux de chômage, provenant des jeux de données publiés par l'Insee en juillet 2025). En conséquence, et afin de dresser un portrait sociodémographique des nouveaux quartiers, les analyses ont été complétées par une méthodologie de superposition des périmètres des QPV avec ceux des IRIS. Toutefois, cette méthode ne permet pas de recouvrir pleinement et exclusivement le périmètre des QPV, il convient donc de considérer les résultats en tenant compte de ces limites.

Aussi, l'approche territorialisée des plans d'action du Contrat de Ville, désormais élaborés quartier par quartier, marque une évolution par rapport au précédent contrat. Cette méthode permet d'apporter une réponse plus précise et cohérente quant aux réalités spécifiques de chaque QPV, tout en garantissant la flexibilité nécessaire pour adapter les actions face aux enjeux identifiés sur le quartier.

► Quartier Mortenol – George Roux

PRESENTATION DU QUARTIER MORTENOL – GEORGES ROUX

PRESENTATION DU QUARTIER



1 536 habitants

Le quartier prioritaire de Mortenol dispose d'une position stratégique à la frontière entre la ville de Pointe-à-Pitre et celle des Abymes. Le QPV se compose principalement de tours et barres construites dans les années 1960 dans une période de résorption de l'habitat insalubre et de rénovation urbaine. Les immeubles sont aujourd'hui vétustes, inadaptés aux modes d'habitat actuels et vulnérables aux risques sismiques.

CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE

Le quartier se démarque par une population fortement précarisée, cumulant des facteurs de vulnérabilité :

IRIS Mortenol INSEE à l'IRIS, 2021 - Taux de couverture de l'IRIS par le quartier : 90%		
Démographie	<ul style="list-style-type: none"> 0-14 ans : 17% 15-24 ans : 14% 25-59 ans : 46% 60-74 ans : 12% 75 ans et plus : 11% 	<ul style="list-style-type: none"> Indice jeunesse : 0,83 Part des femmes : 58% Part des étrangers : 13,2%
Données socio-économiques	<ul style="list-style-type: none"> Taux de chômage : 38% Taux de scolarisation des 15-24 ans : 54% Part de la population sans diplôme : 44% Nombre d'allocataires pour 100 hab. : 65 Allocataires percevant le RSA : 43% 	
Données Habitat	<ul style="list-style-type: none"> Part des ménages propriétaires : 10% Part des ménages locataires : 90% 	

- Population vieillissante : 23% de plus de 60 ans contre 17% sur la CA et un indice de jeunesse parmi les plus bas de l'agglomération
- Taux de chômage particulièrement élevé par rapport à la CA (+12 points)
- Population sous-diplômée : 44% sans diplômes contre 29% sur la CA et près de la moitié des jeunes de 15-24 ans non scolarisés
- Part très faible de propriétaires comparé à la CA (-31 points)
- Une forte proportion d'étrangers par rapport à la CA (+6 points)

LES ENJEUX DE GESTION URBAINE		LES ENJEUX SOCIO-ECONOMIQUES		
<ul style="list-style-type: none"> • Une forte dégradation de certains espaces publics : espaces de loisirs non entretenus, manque d'éclairages • Un manque de propreté, voire une insalubrité de certains espaces comme les anciens parkings en état d'indignité • Une gestion des déchets inefficace sur certaines zones : voirie inadaptée à la collecte, manque de bennes, locaux poubelles inadaptées. • Un manque d'entretien global avec des plantes non élaguées • Des escaliers peu adaptés. 		<ul style="list-style-type: none"> • Des phénomènes d'incivilités importants : dépôts de déchets sauvages en grande quantité, occupation d'espaces publics avec des véhicules motorisés... Ces phénomènes s'observent notamment sur la plateforme surélevée entre les résidences, au centre du quartier. • Des problématiques de délinquance (trafic et consommation de stupéfiants etc.) élevées sur ce quartier. • Des conflits interculturels et peu de lien entre les communautés (notamment avec les populations d'origine haïtienne) avec des phénomènes de tapage nocturne et de consommations de stupéfiants. • De forts enjeux d'insertion professionnelle et d'accès à l'emploi des habitants, notamment des jeunes, qu'ils soient accompagnés ou non par des organismes institutionnels (ex : France Travail). • Une faible cohésion sociale sur le quartier, avec des habitants peu impliqués dans des projets collectifs (notamment entre les associations de communautés étrangères). • Des problématiques de santé mentale et d'addictions constatés par les bailleurs. • Un isolement des personnes âgées peu en lien avec leurs familles. 		
PROJET DE QUARTIER				
PLAN D'ACTION				
AXE	ORIENTATION	ACTIONS	PARTENAIRES EN CHARGE	MOYENS
Favoriser l'émancipation individuelle et collective, faire société à l'échelle de chaque quartier et à l'échelle du territoire	Prévenir le renfermement sur soi, et le renfermement dans le quartier, développer le faire ensemble	Travailler sur le lien entre les communautés, le dialogue inter-culturel, en renforçant le lien avec les associations communautaires	Institutions : Préfecture Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRDFE) DAC (Direction des Affaires Culturelles) DEETS (accès aux droits, inclusion)	Les documents et stratégies de droit commun : Conventions Territoriales Globales : Abymes, Pointe-à-Pitre
	Soutenir la parentalité, accompagner les parents	Favoriser la mobilisation, l'inclusion des parents, autour des activités de leurs enfants (pratique sportive) : actions intergénérationnelles, espaces communs...		

		S'appuyer sur la redynamisation du PRE, et du tissu associatif pour renforcer l'accompagnement à la parentalité	Éducation nationale (Rectorat – Vie scolaire, DAAC, DAASEN) Justice : DFSPIP (accès aux droits, prévention récidive)	Plan local des solidarités 2024-2027	
		Favoriser l'implication et participation des familles avec des interventions collectives (Actions collectives d'échanges et d'entraide entre parents - Activités et ateliers partagés « parents-enfants »)	DRAJES (jeunesse, engagement, citoyenneté) CAF de la Guadeloupe et de Saint Martin (Soutien à la parentalité)		Schéma départemental des services aux Familles de la Guadeloupe 2024-2027
		Accompagner le développement des services et lieux ressources parentalité	Collectivités Cap Excellence Communes et CCAS Conseil régional (jeunesse, culture, innovation sociale) Conseil départemental (autonomie, action sociale)		Projet sportif territorial des îles de Guadeloupe 2023-2028
	Garantir l'accès aux droits	Travailler à l'accès aux droits et aux réponses aux besoins des personnes sans papier, ou en situation administrative précaire	Lutter contre le non-recours aux droits	Réseau associatif et société civile Centres sociaux Espaces vie sociale Maisons de la parentalité	Schéma Régional des usages et services numériques de la Guadeloupe, 2020
					Plan interministériel de prévention et de lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme en outre-mer 2025-2028
					Stratégie interministérielle de mobilisation contre

				<p>les conduites addictives 2023-2027</p> <p>Projet territorial de Santé mentale de la Guadeloupe, 2022</p> <p>Programme régional d'accès à la prévention et aux soins pour les personnes démunies 2023-2028</p> <p>Schéma régional de santé 2023-2028</p> <p>Les outils spécifiques à la politique de la ville : Cités éducatives</p> <p>Plan de Réussite Educative</p>
<p>Œuvrer pour l'éducation des jeunes, dans et hors de l'école</p>	<p>Penser les enjeux éducatifs à l'échelle de la « communauté » en travaillant avec les enfants, leurs parents, les éducateurs et les adultes</p>	<p>Améliorer le repérage des besoins, les causes et l'origine des difficultés dans les comportements éducatifs</p>	<p>Institutions Éducation nationale (Rectorat, établissements scolaires, CPE) DRAJES (jeunesse, engagement, sport)</p>	<p>Les documents et stratégies de droit commun : Projet d'Académie 2024-2027</p>

	Sécuriser les parcours de réussite éducative et prévenir le décrochage scolaire	<p>S'appuyer sur la redynamisation du PRE pour renforcer la structuration du réseau éducatif</p> <p>Favoriser une meilleure couverture du territoire par le dispositif Clas (Contrat local d'accompagnement à la scolarité) afin de favoriser la réussite éducative des enfants et des jeunes</p>	<p>ARS (santé scolaire, prévention addictions) CAF de la Guadeloupe et de Saint Martin (Soutien à la parentalité)</p> <p>Collectivités Cap Excellence : service éducation, jeunesse, sport Communes : CCAS, service jeunesse Département : PMI, prévention spécialisée Région : orientation, mobilité étudiante</p> <p>Acteurs de l'accompagnement Associations d'aides aux devoirs et de soutien scolaire, associations de prévention Centres sociaux Espaces vie sociale</p>	<p>Schéma départemental des services aux Familles de la Guadeloupe 2024-2027</p> <p>Conventions Territoriales Globales : Abymes, Pointe-à-Pitre</p> <p>Plan interministériel de prévention et de lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme en outre-mer 2025-2028</p> <p>Le projet régional de santé 2023-2028</p> <p>Les contrats locaux de santé</p> <p>Les outils spécifiques à la politique de la ville : Cités éducatives</p> <p>Plan de Réussite Educative</p>
	Améliorer la maîtrise de la langue des plus jeunes et lutter contre l'illettrisme des adultes	Répondre aux problématiques d'acquisition de la langue des plus jeunes		
	Travailler à lever les freins à la réussite éducative : santé, nutrition, santé mentale, violences intra-familiales	Travailler sur l'accès à l'alimentation des enfants		

<p>Accompagner le vieillissement sur les quartiers</p>	<p>Adapter l'offre de logements à l'évolution des besoins des populations et de leurs typologies (ex : personnes âgées isolées...)</p>	<p>Travailler à l'adaptation des logements et au bien-vivre des personnes âgées dans le logement et dans le quartier ; lever les freins à l'installation en rez-de-chaussée en raison des nuisances sonores, de la présence de nuisibles etc.</p>	<p>Institutions ARS (gérontologie, maintien à domicile) Conseil départemental (APA, services sociaux) CAF (soutien aux aidants, financements structures) CGSS (santé, retraite) Maison Départemental des Personnes Handicapés Maison de l'autonomie et du handicap</p> <p>Collectivités Cap Excellence Communes et CCAS Région (santé, innovation, formations sanitaires)</p> <p>Acteurs médico-sociaux Associations d'aide à domicile Centres de santé, CPTS, hôpitaux Résidences et foyers spécialisés</p> <p>Acteurs de l'animation de la vie sociale : espaces de vie sociale et centres sociaux</p>	<p>Les documents et stratégies de droit commun :</p> <p>Service public de l'autonomie, et dispositifs départementaux</p>
	<p>Repérer et accompagner les personnes âgées isolées vers leurs droits et l'offre de droit commun</p>	<p>Mettre en place une veille sociale pour repérer les personnes âgées isolées : travail sur le repérage en lien avec le CCAS en s'appuyant, par exemple, sur les infirmiers libéraux en lien avec l'ASV et le CLS</p>		
	<p>Favoriser la prise en compte de l'accompagnement du vieillissement dans les projets sociaux des acteurs de l'animation de la vie sociale (actions intergénérationnelles, actions partenariales visant l'accès et le maintien des droits, le « bien vieillir à domicile »...)</p>			

Veiller à la qualité de l'habitat et du cadre de vie sur les quartiers	Améliorer la gestion des espaces délaissés	Valoriser le terrain de foot, favoriser sa mobilisation et prévenir les nuisances (notamment sonores) liées à son utilisation notamment en soirée en lien avec les actions existantes	Institutions DEAL (logement, urbanisme) EPF Terres Caraïbes (foncier, renouvellement urbain) ARS (santé environnementale) CAF (aides au logement) Collectivités Cap Excellence : habitat, développement urbain Communes : services urbanisme / aménagement / environnement Région : rénovation énergétique Département : habitat indigne, solidarité logement Acteurs du logement Bailleurs sociaux Action Logement Associations de locataires Structures de médiation sociale / gestion urbaine de proximité	Les documents et stratégies de droit commun : Le Programme local de l'habitat 2022-2028 Convention intercommunale d'attribution 2022-2028 Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées Contrat territorial de relance et de transition écologique de Cap Excellence, 2021 Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets, 2020
		Renforcer l'entretien des équipements pour favoriser leur mobilisation (y compris par les personnes extérieures au quartier) et rassurer les parents dans le cadre de l'activité des enfants		
	Garantir une qualité du cadre de vie, lutter contre les nuisances	S'appuyer sur le développement des jardins partagés, espaces ressources et garantir la qualité de leur gestion		
		Répondre aux problèmes de nuisances sonores (regroupement de jeunes, scooter, etc..)		
		Lutter contre les nuisibles		
		Renforcer la gestion des déchets et sensibiliser les personnes en matière de propreté		
		Traiter les sujets du squat (occupations de logements vacants sur le patrimoine SIG), engendrant un sentiment d'abandon : prévenir les squats (sécurisation), lutter contre l'effet d'omerta...		

	Améliorer la qualité de l'habitat	Lutter contre les phénomènes de sous-location		<p>Plans Stratégiques de Patrimoines des organismes HLM</p> <p>Conventions d'Utilité sociale des organismes HLM</p> <p>Les outils spécifiques à la politique de la ville :</p> <p>Le nouveau programme national de Renouveau Urbain de Cap Excellence (RUCAP)</p> <p>L'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)</p> <p>Les conventions GUSP</p>
<p>Favoriser une politique d'insertion et une mobilisation des entreprises au service des parcours vers et dans</p>	"Aller-vers" pour capter les publics éloignés de l'emploi, valoriser l'emploi, retrouver le sens et donner le goût du travail	Trouver des leviers pour capter les jeunes (informations collectives, participation aux actions d'insertion, etc.), identifier des personnes ressources dans les groupes de jeunes	<p>Institutions</p> <p>France Travail Cap Emploi Mission locale DEETS</p>	<p>Les documents et stratégies de droit commun :</p> <p>Le programme départemental d'insertion de</p>

<p>L'emploi de tous et toutes sur les quartiers</p>	<p>Lever les freins à l'insertion professionnelle</p>	<p>Renforcer la visibilité en proximité de la mission locale et l'ancrage sur le quartier, en renforçant le partenariat avec les acteurs de proximité (ex : sur le modèle du SEPSI)</p>	<p>Conseil départemental (RSA insertion) Région (formation professionnelle) BPI France (appui à la création d'entreprises) Banque des Territoires CRESS-IG (ESS, coopératives) CAF de la Guadeloupe et de Saint Martin (Soutien à la parentalité)</p>	<p>Guadeloupe 2022-2028</p> <p>La stratégie de développement économique de Cap Excellence, 2025</p> <p>Le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) 2023-2028</p>
	<p>Favoriser l'égalité des chances à tout âge en pensant une politique d'orientation et de médiation habitants-entreprises</p>	<p>S'appuyer sur le club "Les entreprises s'engagent" pour renforcer le lien entre les habitants et les associations avec les entreprises</p>	<p>Collectivités Cap Excellence : service développement économique Communes : service emploi</p>	<p>Plan de développement de la formation, 2021-2026</p>
	<p>Accompagner le développement économique : appui à l'ESS – notamment via l'installation de la Régie de quartier, soutien à la formalisation des commerces informels</p>	<p>Accompagner le développement économique en travaillant à la formalisation des commerces informels (paillottes) et en travaillant à l'offre d'aménagement et d'équipements des commerces</p>	<p>Acteurs économiques Chambre de commerce et d'industrie (CCI) Chambre des métiers de l'artisanat (CMA) UDE-MEDEF Confédération des Petites et Moyennes Entreprises (CPME) Fédération des Très Petites Entreprises (FTPE) Organisation Professionnelle des Petites</p>	<p>Les outils spécifiques à la politique de la ville : La cité de l'emploi</p>

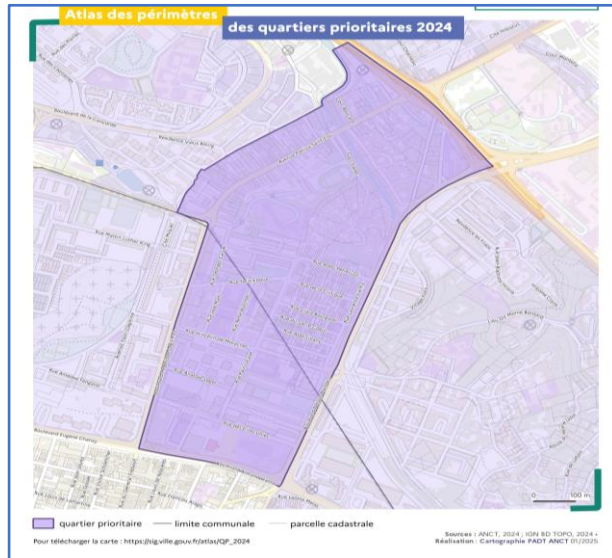
			et Moyennes Entreprises de Guadeloupe (OP-PME) COORACE Guadeloupe (réseau IAE) Structures d'insertion (ACI, EI, ETTI, AI) Associations et autres structures Centres sociaux Associations d'accompagnement vers l'emploi Organismes de formation Réseau d'entreprises inclusives (ex : les entreprises s'engagent) Réseaux de soutien à l'entrepreneuriat (Initiative, France Active Antilles...)	
<p>Prévenir la violence dans les rapports sociaux, soutenir la tranquillité publique et assurer la sécurité sur les quartiers</p>	<p>Améliorer l'articulation entre CLSPD et CISPD, conforter leur impact, accompagner leur montée en puissance en matière d'analyse de données et production d'indicateurs chiffrés</p>	<p>Veiller à l'articulation entre le CLSPD et le Contrat de ville, en s'appuyant notamment sur la relance du CLSPD, en lien avec les équipes de médiateurs</p>	<p>Institutions Préfecture Justice : DFSPPI, parquet, SPIP Éducation nationale (violences scolaires, climat scolaire) Polices nationales et municipale Maisons de justice et du droit</p>	<p>Les documents et stratégies de droit commun :</p> <p>Les instances dédiées : CISPD et CLSPD</p> <p>Plan départemental de la prévention de la délinquance, 2021-2024</p>

			<p>Collectivités</p> <p>Cap Excellence : CISPD Communes : polices municipales, CLSPD Conseil départemental : prévention spécialisée</p> <p>Acteurs sociaux</p> <p>Associations de prévention de la délinquance Associations de lutte contre les violences intra-familiales Médiateurs sociaux Maison des femmes</p> <p>Autres partenaires</p> <p>Bailleurs sociaux</p>	<p>Les outils spécifiques à la politique de la ville :</p> <p>L'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)</p> <p>Les Cités éducatives</p>
<p>Améliorer l'outillage, la formation et la mise en réseau des acteurs</p>	Améliorer l'accueil des habitants des quartiers dans les équipements et institutions du territoire	Travailler autour de solutions pour permettre l'accueil du public (espaces d'accueil, locaux pour les associations...)	<p>Pilotes du Contrat de Ville</p> <p>Préfecture Cap Excellence</p> <p>Autres partenaires</p> <p>L'ensemble des partenaires du contrat de ville Les acteurs des quartiers</p>	<p>Les outils et dispositifs :</p> <p>La gouvernance du Contrat de ville</p> <p>Les comités de suivi de projet du quartier</p>
	Conforter et renforcer le partenariat entre acteurs institutionnel, acteurs de proximité, porteurs de projet et habitants via une ingénierie adaptée de coordination et d'animation de proximité	<p>Renforcer l'articulation avec les équipes de médiateurs de la SIG</p> <p>Identifier avec la CAF et la ville, en lien avec la CTG, les perspectives d'installation d'un centre social, en articulation avec les Espaces Vie Sociale (EVS)</p>		

► Quartier Cœur d'Agglo – Vieux Bourg – Les Lauriers

PRESENTATION DU QUARTIER CŒUR D'AGGLO – VIEUX BOURG – LES LAURIERS

PRESENTATION DU QUARTIER



4 004 habitants

Le quartier politique de la ville Cœur d'agglo- Vieux Bourg – Les Lauriers, d'une superficie d'environ 50 hectares, est situé à cheval des communes des Abymes et de Pointe-à-Pitre, au centre de l'agglomération. Le QPV Cœur d'agglo-Vieux Bourg-Les Lauriers est composé de cinq secteurs et sa position de centralité lui confère une attractivité importante en termes d'équipements et services.

CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE

**IRIS Vieux Bourg (taux de couverture de l'IRIS par le quartier : 97%)
et Mairie (taux de couverture de l'IRIS par le quartier : 98%)**

Démographie	<ul style="list-style-type: none"> 0-14 ans : 22% 15-24 ans : 15% 25-59 ans : 46% 60-74 ans : 8% 75 ans et plus : 9% 	<ul style="list-style-type: none"> Indice jeunesse : 1,34 Part des femmes : 58% Part des étrangers : 20%
Données socio-économiques	<ul style="list-style-type: none"> Taux de chômage : 37% Taux de scolarisation des 15-24 ans : 67% Part de la population sans diplôme : 37% Nombre d'allocataires pour 100 hab. : 39 Allocataires percevant le RSA : 44% 	
Données Habitat	<ul style="list-style-type: none"> Part des ménages propriétaires : 22% Part des ménages locataires : 76% 	

Le quartier se démarque par une population fortement précarisée, cumulant des facteurs de vulnérabilité :

- Une population relativement jeune (37% de moins de 25 ans) mais vieillissante
- Une forte proportion de familles monoparentales (+11 points par rapport à la moyenne des QPV des DROMs)
- Une forte mixité sur le QPV (13 points de plus que la CA), notamment due à l'arrivée de personnes d'origine Haïtienne
- Taux de chômage important (+11 points par rapport à la CA) mais un bon taux de scolarisation des jeunes de 15-24 ans et une part de diplômés du BAC ou plus dans la moyenne de la CA (19%)

LES ENJEUX DE GESTION URBAINE		LES ENJEUX SOCIO-ECONOMIQUES		
<ul style="list-style-type: none"> • Un quartier à l'habitat mixte dégradé, fortement impacté par les programmes de renouvellement urbain en cours, notamment les secteurs Vieux Bourg et Les Lauriers. • Un faible nombre d'équipements sportifs et d'espaces verts sur le quartier, et qui peuvent être insuffisamment entretenus. • Malgré une relativement bonne accessibilité du quartier, des enjeux de mobilité, notamment depuis la disparition des navettes à 1€ (initiative privée) qui permettaient de traverser le quartier (desservait le centre hospitalier par exemple). • De nombreuses dents creuses et maisons abandonnées dans les secteurs informels et pavillonnaires. • Une gestion et un entretien du quartier qui fait défaut dans la majorité des secteurs. • Des phénomènes de délinquance et un fort sentiment d'insécurité (trafics de drogues, agressions), particulièrement sur le secteur Vieux-Bourg, tandis que le secteur Montbruno est plus familial. 		<ul style="list-style-type: none"> • Des enjeux de cohésion sociale, au regard de la mixité du quartier et de fortes tensions sociales : des populations étrangères sans papiers dans les logements informels et insalubres, mal intégrées • Une faible dynamique associative sur le quartier. • Une part importante des publics dits fragiles, notamment parmi les jeunes qui sont confrontés à des phénomènes de décrochage scolaire, d'errance et de chômage important. • Des enjeux de mobilité, notamment depuis la disparition des navettes à 1€ (initiative privée) qui permettaient de traverser le quartier (desservait le centre hospitalier par exemple). • Des enjeux de santé mentale importants sur le quartier, notamment en raison de la présence de la maison Saint-Vincent qui reçoit et accompagne des publics en errance, centralisant de nombreuses personnes concernées par ces problématiques. Il n'existe pas de solutions adaptées sur le quartier : beaucoup de personnes sont également accueillies dans le centre hospitalier puis ressortent sans que le trouble ne soit traité. En outre, ce sujet est fortement stigmatisé en Guadeloupe, et traité suivant une approche différente que la médecine (pratique spirituelle par exemple), ce qui complique le suivi et le traitement des personnes concernées. 		
PROJET DE QUARTIER				
PLAN D'ACTION				
AXE	ORIENTATION	ACTIONS	PARTENAIRES EN CHARGE	MOYENS
Favoriser l'émancipation individuelle et collective, faire société à l'échelle de chaque quartier et à l'échelle du territoire	Garantir l'accès aux droits, lutter contre l'illectronisme	S'appuyer sur les acteurs de proximité) (centre social, médiateurs, CCAS, CLAS, etc.) pour favoriser l'accès aux droits, renforcer l'aller-vers les populations, permettre à chaque	Institutions : Préfecture Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRDFE)	Les documents et stratégies de droit commun : Conventions Territoriales Globales : Abymes, Pointe-à-Pitre

		<p>citoyen de mieux connaître ses droits</p> <p>Accompagner l'insertion sociale des populations migrantes par une politique d'accès aux droits (dont accès à l'alimentation et aux soins) et, plus largement, par des démarches d'aller-vers.</p>	<p>DAC (Direction des Affaires Culturelles)</p> <p>DEETS (accès aux droits, inclusion)</p> <p>Éducation nationale (Rectorat – Vie scolaire, DAAC, DAASEN)</p> <p>Justice : DFSPPIP (accès aux droits, prévention récidive)</p> <p>DRAJES (jeunesse, engagement, citoyenneté)</p>	<p>Plan local des solidarités 2024-2027</p> <p>Schéma départemental des services aux Familles de la Guadeloupe 2024-2027</p>
		<p>Assainissement : Renforcer le lien entre l'association Saint-Vincent de-Paul et les autres associations à même de repérer et d'orienter les personnes en errance</p>	<p>Collectivités</p> <p>Cap Excellence</p> <p>Communes et CCAS</p> <p>Conseil régional (jeunesse, culture, innovation sociale)</p> <p>Conseil départemental (autonomie, action sociale)</p>	<p>Projet sportif territorial des îles de Guadeloupe 2023-2028</p> <p>Schéma Régional des usages et services numériques de la Guadeloupe, 2020</p>
	<p>Prévenir et accompagner les phénomènes d'errance dans leur diversité (sans-abrisme, jeunes déscolarisés et marginaux...)</p>	<p>Les Lauriers : Répondre aux enjeux d'errance sur le quartier et aux besoins des personnes en errance (sur la sécurisation des papiers par exemple), et travailler autour des questions de santé mentale de ces publics, en lien avec l'équipe mobile de psychiatrie</p>	<p>Réseau associatif et société civile</p> <p>Centres sociaux</p> <p>Espaces vie sociale</p>	<p>Plan interministériel de prévention et de lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme en outre-mer 2025-2028</p> <p>Stratégie interministérielle de mobilisation contre les conduites addictives 2023-2027</p>

				<p>Projet territorial de Santé mentale de la Guadeloupe, 2022</p> <p>Programme régional d'accès à la prévention et aux soins pour les personnes démunies 2023-2028</p> <p>Schéma régional de santé 2023-2028</p> <p>Les outils spécifiques à la politique de la ville : Cités éducatives</p> <p>Plan de Réussite Educative</p>
Œuvrer pour l'éducation des jeunes, dans et hors de l'école	Améliorer la maîtrise de la langue des plus jeunes et lutter contre l'illettrisme des adultes	Répondre aux enjeux d'illettrisme (lecture-écriture), notamment au sein des familles monoparentales et chez les plus jeunes	Institutions Éducation nationale (Rectorat, établissements scolaires, CPE) DRAJES (jeunesse, engagement, sport) ARS (santé scolaire, prévention addictions)	Les documents et stratégies de droit commun : Projet d'Académie 2024-2027 Schéma départemental des services aux Familles
		Veiller à la maîtrise de la langue des élèves (lecture, écriture)		
	Sécuriser les parcours de réussite éducative et	Assainissement : Travailler à une plus grande prise en charge		

	prévenir le décrochage scolaire	des enjeux de réussite éducative sur le secteur	CAF de la Guadeloupe et de Saint Martin (Soutien à la parentalité)	de la Guadeloupe 2024-2027
		Favoriser une meilleure couverture du territoire par le dispositif Clas (Contrat local d'accompagnement à la scolarité) afin de favoriser la réussite éducative des enfants et des jeunes		
		<p>Vieux-Bourg : Rompre les inégalités de destin dès le plus jeune âge à travers la création d'un Village de la famille centre social et socio culturel incluant une crèche AVIP, un accueil de loisirs, une ludothèque...</p>		
Veiller à la qualité de l'habitat et du cadre de vie sur les quartiers	Garantir une qualité du cadre de vie, lutter contre les nuisances	Assainissement : Lutter contre le développement du commerce informel, prévenir les nuisances liées à ces commerces (dépôts de déchets, nuisance sonore, occupation excluante de	Institutions DEAL (logement, urbanisme) EPF Terres Caraïbes (foncier, renouvellement urbain) ARS (santé environnementale)	Les documents et stratégies de droit commun : Le Programme local de l'habitat 2022-2028

	l'espace...); soutenir le développement économique y compris via le développement de l'ESS et capitaliser sur l'étude de la CRES portée sur Grand Camp ; s'appuyer sur l'installation de la cellule de veille de la GUSP	CAF (aides au logement) Collectivités Cap Excellence : habitat, développement urbain Communes : services urbanisme / aménagement / environnement Région : rénovation énergétique Département : habitat indigne, solidarité logement Acteurs du logement Bailleurs sociaux Action Logement Associations de locataires Structures de médiation sociale / gestion urbaine de proximité	Convention intercommunale d'attribution 2022-2028 Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées Contrat territorial de relance et de transition écologique de Cap Excellence, 2021 Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets, 2020 Plans Stratégiques de Patrimoines des organismes HLM Conventions d'Utilité sociale des organismes HLM Les outils spécifiques à la politique de la ville : Le nouveau programme national de Renouvellement Urbain
	Vieux-Bourg : Assurer une qualité de gestion contribuant à lutter contre l'image négative du quartier et renforcer la capacité à en faire un quartier "vitrine"		

				de Cap Excellence (RUCAP) L'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) Les conventions GUSP
Favoriser une politique d'insertion et une mobilisation des entreprises au service des parcours vers et dans l'emploi de tous et toutes sur les quartiers	"Aller-vers" pour capter les publics éloignés de l'emploi, valoriser l'emploi, retrouver le sens et donner le goût du travail	Soutenir l'insertion, notamment des jeunes en décrochage et des mères en reprise d'activité sans expérience professionnelle en s'appuyant sur les ressources mobilisables (équipes emploi France travail, régie de quartier...)	Institutions France Travail Cap Emploi Mission locale DEETS Conseil départemental (RSA insertion) Région (formation professionnelle) BPI France (appui à la création d'entreprises) Banque des Territoires CRESS-IG (ESS, coopératives) CAF de la Guadeloupe et de Saint Martin (Soutien à la parentalité) Collectivités Cap Excellence : service développement économique Communes : service emploi	Les documents et stratégies de droit commun : Le programme départemental d'insertion de Guadeloupe 2022-2028 La stratégie de développement économique de Cap Excellence, 2025 Le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) 2023-2028
	Lever les freins à l'insertion professionnelle	Les Lauriers : accompagner la reconstruction de la crèche et l'offre de mode de garde existante, comme les crèches à vocation d'insertion professionnelle (AVIP), par une offre de services aux familles et du soutien à la parentalité		
	Accompagner le développement économique : appui à l'ESS - notamment via l'installation de la Régie de quartier, soutien à la	Assainissement : Accompagner le développement économique, en travaillant à la formalisation des commerces informels		

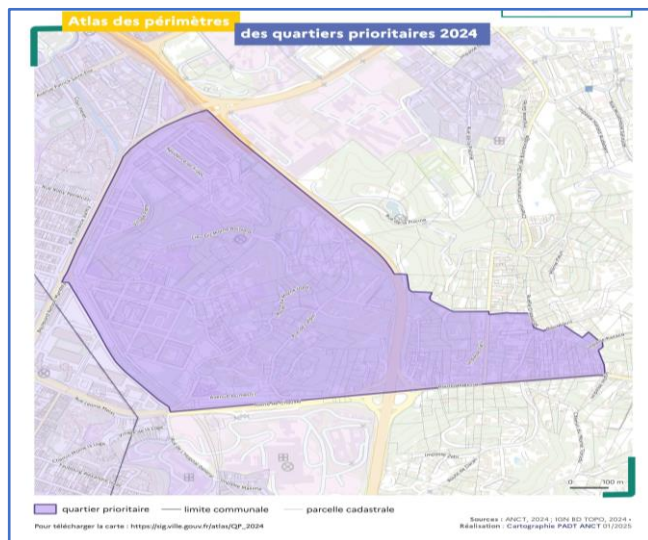
	<p>formalisation des commerces informels...</p>		<p>Acteurs économiques Chambre de commerce et d'industrie (CCI) Chambre des métiers de l'artisanat (CMA) UDE-MEDEF Confédération des Petites et Moyennes Entreprises (CPME) Fédération des Très Petites Entreprises (FTPE) Organisation Professionnelle des Petites et Moyennes Entreprises de Guadeloupe (OP-PME) COORACE Guadeloupe (réseau IAE) Structures d'insertion (ACI, EI, ETTI, AI)</p> <p>Associations et autres structures Centres sociaux Associations d'accompagnement vers l'emploi Organismes de formation Réseau d'entreprises inclusives (ex : les entreprises s'engagent) Réseaux de soutien à l'entrepreneuriat (Initiative, France Active Antilles...)</p>	<p>Plan de développement de la formation, 2021-2026</p> <p>Les outils spécifiques à la politique de la ville : La cité de l'emploi</p>
--	---	--	--	--

<p>Prévenir la violence dans les rapports sociaux, soutenir la tranquillité publique et assurer la sécurité sur les quartiers</p>	<p>Améliorer l'articulation entre CLSPD et CISP, conforter leur impact, accompagner leur montée en puissance en matière d'analyse de données et production d'indicateurs chiffrés</p>	<p>Mettre en place une coordination entre les Conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) de Pointe-à-Pitre et des Abymes et le Groupement local de prévention (GLP), en lien avec le Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CISP)</p>	<p>Institutions Préfecture Justice : DFSP, parquet, SPIP Éducation nationale (violences scolaires, climat scolaire) Polices nationales et municipale Maisons de justice et du droit</p> <p>Collectivités Cap Excellence : CISP Communes : polices municipales, CLSPD Conseil départemental : prévention spécialisée</p> <p>Acteurs sociaux Associations de prévention de la délinquance Associations de lutte contre les violences intra-familiales Médiateurs sociaux Maison des femmes</p> <p>Autres partenaires Bailleurs sociaux</p>	<p>Les documents et stratégies de droit commun :</p> <p>Les instances dédiées : CISP et CLSP</p> <p>Plan départemental de la prévention de la délinquance, 2021- 2024</p> <p>Les outils spécifiques à la politique de la ville :</p> <p>L'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)</p> <p>Les Cités éducatives</p>
--	---	--	---	---

► Quartier Boissard – Morne Flory

PRESENTATION DU QUARTIER BOISSARD – MORNE FLORY

PRESENTATION DU QUARTIER



3 722 habitants

QPV Boissard Morne Flory est situé immédiatement à l'est du cœur d'agglomération, sur la commune des Abymes. La topographie du QPV est vallonnée. Le quartier, étant donné sa taille, est une agrégation de secteurs vécus aux caractéristiques différentes.

CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE

IRIS Boissard - Morne Flory (taux de couverture de l'IRIS par le quartier : 95%)

Démographie	<ul style="list-style-type: none"> 0-14 ans : 24% 15-24 ans : 15% 25-59 ans : 46% 60-74 ans : 8% 75 ans et plus : 7% 	<ul style="list-style-type: none"> Indice jeunesse : 1,52 Part des femmes : 57,1% Part des étrangers : 19,6%
Données socio-économiques	<ul style="list-style-type: none"> Taux de chômage : 40,1% Taux de scolarisation des 15-24 ans : 53% Part de la population sans diplôme : 42% Nombre d'allocataires pour 100 hab. : 36 Allocataires percevant le RSA : 43% 	
Données Habitat	<ul style="list-style-type: none"> Part des ménages propriétaires : 11% Part des ménages locataires : 88% 	

Le quartier se démarque par une population fortement précarisée, cumulant des facteurs de vulnérabilité

- Une population jeune : 39% des habitants ont moins de 24 ans (+6 points par rapport à la CA) et un indice de jeunesse très élevé (1,52)
- Une population très mixte et diversifiée : une forte proportion d'étrangers (près 3 fois la moyenne communautaire)
- Une forte proportion de familles monoparentales (+10 points par rapport à la moyenne des QPVs des DROMs)
- Un des taux de chômage les plus élevés de l'EPCI (+16 points par rapport à la CA)
- Une population faiblement scolarisée et diplômée : près de la moitié des 15-24 ans sont déscolarisés

LES ENJEUX DE GESTION URBAINE		LES ENJEUX SOCIO-ECONOMIQUES		
<ul style="list-style-type: none"> • Des problèmes de gestion des déchets, ordures ménagères et des encombrants malgré des passages réguliers des services de la collectivité (Cap Ex) : déchets et encombrants positionnés de façon anarchique sur les espaces verts le long de la voirie. • Un très gros enjeu de présence de véhicules hors d'usage (VHU) et de mécanique sauvage sur le quartier qui génère beaucoup de troubles et de nuisances sur le quartier (accaparement des places parking, huiles de moteurs salissant la voirie, épaves décomposées dangereuses pour les passants etc.) et dégradent l'image du quartier. • Des quartiers d'habitat privé avec des copropriétés dégradées et des poches d'insalubrité qui subsistent. • Des enjeux de mobilité qui affectent particulièrement les personnes âgées : les bus ne passent plus sur certains secteurs en raison d'agressions répétées de chauffeurs. 		<ul style="list-style-type: none"> • Des problèmes de délinquance juvénile et d'errance de jeunes délaissés sur le quartier, en décrochage scolaire et/ou sans suivi parental. • Une augmentation des populations étrangères sur le quartier (Haïtiens, Dominicains etc.) qui a fait évoluer la sociologie du quartier et a renforcé la mixité mais une cohabitation difficile avec les communautés autochtones. Malgré tout, une entente globalement cordiale entre les communautés du quartier. • Un déficit d'espaces de vie sociale pour les habitants. • Une vie associative peu coordonnée, manquant de soutien et d'accompagnement, ne répondant pas toujours aux besoins des quartiers. • Un enjeu de mobilité des habitants au sein du quartier, entre les divers sous-secteurs, vécus comme des quartiers cloisonnés. 		
PROJET DE QUARTIER				
PLAN D'ACTION				
AXE	ORIENTATION	ACTIONS	PARTENAIRES EN CHARGE	MOYENS
Favoriser l'émancipation individuelle et collective, faire société à l'échelle de chaque quartier et à l'échelle du territoire	Prévenir le renfermement sur soi, et le renfermement dans le quartier, développer le faire ensemble	Valoriser et mobiliser l'action Bik bo kaz sur le patrimoine de la SIG	Institutions : Préfecture Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRDFE) DAC (Direction des Affaires Culturelles)	Les documents et stratégies de droit commun : Conventions Territoriales Globales : Abymes, Pointe-à-Pitre
	Garantir l'accès aux droits, lutter contre l'illectronisme	Améliorer le lien et le suivi des dossiers avec France Service dans le cadre de l'accompagnement des personnes présentant des enjeux		

		de renouvellement de titres de séjour	DEETS (accès aux droits, inclusion) Éducation nationale (Rectorat – Vie scolaire, DAAC, DAASEN) Justice : DFSPPIP (accès aux droits, prévention récidive) DRAJES (jeunesse, engagement, citoyenneté) CAF de la Guadeloupe et de Saint Martin (Soutien à la parentalité)	Plan local des solidarités 2024-2027
		Développer une convention avec la Préfecture pour pouvoir accompagner les dossiers des personnes présentant des enjeux de renouvellement de titre de séjour		Schéma départemental des services aux Familles de la Guadeloupe 2024-2027
		Lutter contre le non-recours aux droits		Projet sportif territorial des îles de Guadeloupe 2023-2028
	Soutenir la parentalité, accompagner les parents	Développer des activités sportives et culturelles à destination des jeunes, permettant de faire le lien avec les parents afin de travailler le soutien à la parentalité	Collectivités Cap Excellence Communes et CCAS Conseil régional (jeunesse, culture, innovation sociale) Conseil départemental (autonomie, action sociale)	Schéma Régional des usages et services numériques de la Guadeloupe, 2020
		Favoriser l'implication et participation des familles avec des interventions collectives (Actions collectives d'échanges et d'entraide entre parents - Activités et ateliers partagés « parents-enfants »)	Réseau associatif et société civile Centres sociaux Espaces vie sociale Maisons de la parentalité	Plan interministériel de prévention et de lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme en outre-mer 2025-2028
		Accompagner le développement des services et lieux ressources parentalité		Stratégie interministérielle de mobilisation contre

				<p>les conduites addictives 2023-2027</p> <p>Projet territorial de Santé mentale de la Guadeloupe, 2022</p> <p>Programme régional d'accès à la prévention et aux soins pour les personnes démunies 2023-2028</p> <p>Schéma régional de santé 2023-2028</p> <p>Les outils spécifiques à la politique de la ville : Cités éducatives</p> <p>Plan de Réussite Educative</p>
Œuvrer pour l'éducation des jeunes, dans et hors de l'école	Sécuriser les parcours de réussite éducative et prévenir le décrochage scolaire	S'appuyer sur le PRE	Institutions Éducation nationale (Rectorat, établissements scolaires, CPE)	Les documents et stratégies de droit commun :

	Travailler à lever les freins à la réussite éducative : santé, nutrition, santé mentale, violences intra-familiales...	Développer un soutien à l'aide alimentaire à destination des familles et des enfants	DRAJES (jeunesse, engagement, sport) ARS (santé scolaire, prévention addictions) CAF de la Guadeloupe et de Saint Martin (Soutien à la parentalité)	Projet d'Académie 2024-2027 - Schéma départemental des services aux Familles de la Guadeloupe 2024-2027
	Sécuriser les parcours de réussite éducative et prévenir le décrochage scolaire	Travailler avec les acteurs de l'éducation afin d'identifier les situations de décrochage		
		Favoriser une meilleure couverture du territoire par le dispositif CIAS (Contrat local d'accompagnement à la scolarité) afin de favoriser la réussite éducative des enfants et des jeunes	<p>Collectivités Cap Excellence : service éducation, jeunesse, sport Communes : CCAS, service jeunesse Département : PMI, prévention spécialisée Région : orientation, mobilité étudiante</p> <p>Acteurs de l'accompagnement Associations d'aides aux devoirs et de soutien scolaire, associations de prévention Centres sociaux Espaces vie sociale</p>	<p>Conventions Territoriales Globales : Abymes, Pointe-à-Pitre Plan interministériel de prévention et de lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme en outre-mer 2025-2028</p> <p>Le projet régional de santé 2023-2028 Les contrats locaux de santé</p> <p>Les outils spécifiques à la politique de la ville : Cités éducatives</p> <p>Plan de Réussite Educative</p>

Veiller à la qualité de l'habitat et du cadre de vie sur les quartiers	Coordonner les actions de gestion et les interventions pour une qualité du cadre de vie au quotidien	Renforcer le travail inter bailleurs sur l'ensemble du QPV	Institutions DEAL (logement, urbanisme) EPF Terres Caraïbes (foncier, renouvellement urbain) ARS (santé environnementale) CAF (aides au logement) Collectivités Cap Excellence : habitat, développement urbain Communes : services urbanisme / aménagement / environnement Région : rénovation énergétique Département : habitat indigne, solidarité logement Acteurs du logement Bailleurs sociaux Action Logement Associations de locataires Structures de médiation sociale / gestion urbaine de proximité	Les documents et stratégies de droit commun : Le Programme local de l'habitat 2022-2028 Convention intercommunale d'attribution 2022-2028 Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées Contrat territorial de relance et de transition écologique de Cap Excellence, 2021 Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets, 2020
		S'appuyer sur le travail réalisé dans le cadre de la gestion urbaine de proximité (GUP)		
		S'appuyer sur la régie de quartier à l'échelle de Cap Excellence		

				<p>Plans Stratégiques de Patrimoines des organismes HLM</p> <p>Conventions d'Utilité sociale des organismes HLM</p> <p>Les outils spécifiques à la politique de la ville :</p> <p>Le nouveau programme national de Renouvellement Urbain de Cap Excellence (RUCAP)</p> <p>L'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)</p> <p>Les conventions GUSP</p>
<p>Favoriser une politique d'insertion et une mobilisation des entreprises au service des parcours vers et dans</p>	<p>Accompagner le développement économique en appuyant l'Economie Sociale et Solidaire - notamment via l'installation de la Régie de quartier, au</p>	<p>Professionnaliser les emplois non déclarés (association les entreprises de la cité - dispositif carrefour entrepreneuriat) des familles du territoire</p>	<p>Institutions</p> <p>France Travail Cap Emploi Mission locale DEETS</p>	<p>Les documents et stratégies de droit commun :</p> <p>Le programme départemental d'insertion de</p>

L'emploi de tous et toutes sur les quartiers	soutien à la formalisation des commerces informels...		Conseil départemental (RSA insertion)	Guadeloupe 2022-2028
	Lever les freins à l'insertion professionnelle	Développer des structures dédiées à l'insertion professionnelle	Région (formation professionnelle)	La stratégie de développement économique de Cap Excellence, 2025
		Augmenter et diversifier les solutions d'accueil Avip (crèches, assistant(es) maternel(les)) en faveur des parents en démarche d'insertion	BPI France (appui à la création d'entreprises) Banque des Territoires CRESS-IG (ESS, coopératives)	
	Favoriser l'accès et le maintien dans l'emploi des femmes	Créer des actions spécifiques à destination des femmes, notamment de familles monoparentales, et des seniors	CAF de la Guadeloupe et de Saint Martin (Soutien à la parentalité)	Le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) 2023-2028
"Aller-vers" pour capter les publics éloignés de l'emploi, valoriser l'emploi, retrouver le sens et donner le goût du travail	S'appuyer sur les acteurs du terrain pour repérer et remobiliser les publics éloignés de l'emploi en mobilisant notamment le dispositif « Offre de repérage et de remobilisation (O2R) » et faire le lien avec les acteurs du RPE (mission locale, France Travail...)	Collectivités Cap Excellence : service développement économique Communes : service emploi Acteurs économiques Chambre de commerce et d'industrie (CCI) Chambre des métiers de l'artisanat (CMA) UDE-MEDEF Confédération des Petites et Moyennes Entreprises (CPME) Fédération des Très Petites Entreprises (FTPE)	Plan de développement de la formation, 2021-2026 Les outils spécifiques à la politique de la ville : La cité de l'emploi	

			<p>Organisation Professionnelle des Petites et Moyennes Entreprises de Guadeloupe (OP-PME) COORACE Guadeloupe (réseau IAE) Structures d'insertion (ACI, EI, ETTI, AI)</p> <p>Associations et autres structures Centres sociaux Associations d'accompagnement vers l'emploi Organismes de formation Réseau d'entreprises inclusives (ex : les entreprises s'engagent) Réseaux de soutien à l'entrepreneuriat (Initiative, France Active Antilles...)</p>	
<p>Prévenir la violence dans les rapports sociaux, soutenir la tranquillité publique et assurer la sécurité sur les quartiers</p>	<p>Prévenir les violences, favoriser une résolution non-violente des conflits, lutter contre le harcèlement y compris à l'école</p>	<p>Renforcer le travail de proximité et d'aller-vers les jeunes</p>	<p>Institutions Préfecture Justice : DFSPPI, parquet, SPIP</p>	<p>Les documents et stratégies de droit commun :</p> <p>Les instances dédiées : CISPD et CLSPD</p>
	<p>Lutter contre l'insécurité, les incivilités, les mauvais usages de l'espace public</p>	<p>Répondre aux incivilités : troubles du voisinage, tapage nocturne...</p>	<p>Éducation nationale (violences scolaires, climat scolaire)</p>	

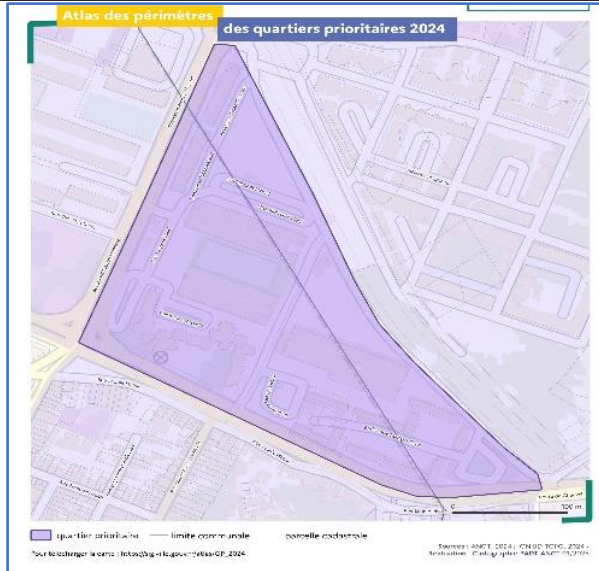
	<p>Prévenir les violences, favoriser une résolution non-violente des conflits, lutter contre le harcèlement y compris à l'école</p>	<p>Développer des actions d'aller-vers les habitants en lien avec les médiateurs afin de favoriser la prise de contact</p>	<p>Polices nationales et municipale Maisons de justice et du droit</p> <p>Collectivités Cap Excellence : CISPD Communes : polices municipales, CLSPD Conseil départemental : prévention spécialisée</p> <p>Acteurs sociaux Associations de prévention de la délinquance Associations de lutte contre les violences intra-familiales Médiateurs sociaux Maison des femmes</p> <p>Autres partenaires Bailleurs sociaux</p>	<p>Plan départemental de la prévention de la délinquance, 2021-2024</p> <p>Les outils spécifiques à la politique de la ville :</p> <p>L'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)</p> <p>Les Cités éducatives</p>
<p>Améliorer l'outillage, la formation et la mise en réseau des acteurs</p>	<p>Conforter et renforcer le partenariat entre acteurs institutionnel, acteurs de proximité, porteurs de projet et habitants via une ingénierie adaptée de</p>	<p>Renforcer la synergie et la coordination entre les projets de quartier à travers un travail partenarial afin de redonner du sens au quartier et favoriser le bien vivre</p>	<p>Pilotes du Contrat de Ville Préfecture Cap Excellence</p> <p>Autres partenaires</p>	<p>Les outils et dispositifs : La gouvernance du Contrat de ville</p>

	coordination et d'animation de proximité	Développer un projet commun entre les acteurs associatifs dans le cadre de temps de rencontre stratégiques et dans une perspective de mutualisation des actions et moyens déployés au profit des projets	L'ensemble des partenaires du contrat de ville Les acteurs des quartiers	Les comités de suivi de projet du quartier
	Améliorer l'accueil des habitants des quartiers dans les équipements et institutions du territoire	S'appuyer sur les actions à destination des familles pour les informer sur les acteurs et dispositifs existants		
	Valoriser les actions, partager les résultats, faire essaimer les pratiques inspirantes	Renforcer la prise en compte du besoin des habitants dans la construction des actions		

► Quartier Carénage-Darboussier

PRESENTATION DU QUARTIER CARENAGE-DARBOUSSIER

PRESENTATION DU QUARTIER



4 136 habitants

Situé sur le versant Sud-Est de Cap Excellence à cheval entre Pointe-à-Pitre et les Abymes, le QPV Carénage-Darboussier s'est développé sous l'influence de l'usine sucrière Darboussier, aujourd'hui partiellement détruite pour laisser place au centre culturel sur la mémoire de l'esclavage, le Mémorial ACTe. L'activité portuaire pointoise y est également structurante. Les habitants sont attachés à ce quartier où l'héritage patrimonial de l'époque coloniale côtoie l'habitat précaire et spontané. Le caractère historique du quartier constitue un enjeu de préservation et un enjeu identitaire et culturel fort.

CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE

IRIS Morne La Loge – Fond Laugier (taux de couverture de l'IRIS par le quartier : 100%)
et **Fond Laugier-Carénage-Blanchard** (taux de couverture de l'IRIS par le quartier : 42%)

Démographie	<ul style="list-style-type: none"> 0-14 ans : 14% 15-24 ans : 19% 25-59 ans : 51% 60-74 ans : 9% 75 ans et plus : 8% 	<ul style="list-style-type: none"> Indice jeunesse : 0,94 Part des femmes : 53,9% Part des étrangers : 14,8%
Données socio-économiques	<ul style="list-style-type: none"> Taux de chômage : 41% Taux de scolarisation des 15-24 ans : 79% Part de la population sans diplôme : 42% Nombre d'allocataires pour 100 hab. : 44 Allocataires percevant le RSA : 20% 	
Données Habitat	<ul style="list-style-type: none"> Part des ménages propriétaires : 32% Part des ménages locataires : 62% 	

Le quartier se démarque par une population fortement précarisée, cumulant des facteurs de vulnérabilité :

- Une population précarisée : forte proportion de chômeurs (+10 points par rapport à la CA) et d'allocataires (+15 points comparé à la CA)
- Une population fortement sous-diplômée (42% sans diplômes) malgré un très bon taux de scolarisation des jeunes (près de 80%)

LES ENJEUX DE GESTION URBAINE		LES ENJEUX SOCIO-ECONOMIQUES		
<ul style="list-style-type: none"> • Des enjeux de gestion urbaine de proximité très importants sur tout le quartier : gestion des déchets et encombrants, entretien des voiries et espaces publics/verts, propreté des lieux, tranquillité résidentielle, véhicules hors d'usage et mécanique sauvage etc. • Des problématiques de mobilité sur le quartier, faiblement desservi en transport, qui impactent surtout les seniors en perte d'autonomie et les étrangers. • Un quartier mixte composé d'habitat spontané, de logements dégradés et de nouvelles constructions. • Des opérations de RHI et de rénovation urbaine dont les délais peuvent être longs dans un contexte social difficile. • De nombreuses maisons vacantes/abandonnées et squattées. 		<ul style="list-style-type: none"> • Une justice confrontée à de nombreux défis : conflits de voisinage qui s'enveniment, fait prostitutionnel, phénomènes de squat et d'appropriation abusive d'espaces, trafic de stupéfiants etc. • Une délinquance et une insécurité importante sur le quartier : économie informelle, tapages nocturnes, rackets à la sortie des établissements, prostitution et un phénomène ancré de trafic de stupéfiants marqué par de nombreux points de deals et des logiques de clans, avec des conséquences néfastes sur les publics jeunes. • Un manque de structures et d'équipements d'animation pour les enfants et les jeunes, mais également un manque d'espaces de rencontre pour les familles. • Des difficultés d'accès aux droits des populations due à la maîtrise de la langue, à la mobilité réduite, à la fracture numérique (illettrisme), au handicap, ou tout simplement à l'absence de service public de proximité. • Des problématiques de parentalité et de décrochage scolaire des jeunes, auxquels s'ajoutent des situations d'illettrisme chez certaines populations, notamment étrangères. • Un enjeu de maillage de l'animation sociale sur le territoire : certains quartiers sont mieux pourvus que d'autres en termes de structure d'animation sociale (centre social, EVS, associations etc.) mais l'existence de « zones blanches » non couverte en termes de structures sociales où aucune animation n'est proposée (Fond Laugier, Louisy Mathieu, Blanchard). 		
PROJET DE QUARTIER				
PLAN D'ACTION				
AXE	ORIENTATION	ACTIONS	PARTENAIRES EN CHARGE	MOYENS
Favoriser l'émancipation individuelle et collective, faire société à l'échelle de chaque quartier et à l'échelle du territoire	Prévenir le renfermement sur soi, et le renfermement dans le quartier, développer le faire ensemble	Développer l'offre culturelle, favoriser l'articulation entre le M'ACT et le quartier ; s'appuyer sur les actions existantes notamment au sein des établissements scolaires et auprès des jeunes	Institutions : Préfecture Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRDFE)	Les documents et stratégies de droit commun : Conventions Territoriales

		Travailler sur l'intégration des communautés, en tenant compte de la spécificité de l'histoire du quartier afin d'y adapter le projet de quartier	DAC (Direction des Affaires Culturelles) DEETS (accès aux droits, inclusion) Éducation nationale (Rectorat – Vie scolaire, DAAC, DAASEN) Justice : DFSPPI (accès aux droits, prévention récidive) DRAJES (jeunesse, engagement, citoyenneté) CAF de la Guadeloupe et de Saint Martin (Soutien à la parentalité)	Globales : Abymes, Pointe-à-Pitre Plan local des solidarités 2024-2027 Schéma départemental des services aux Familles de la Guadeloupe 2024-2027
		Blanchard : Développer des actions, une présence renforcée sur le secteur, y compris pour les personnes vieillissantes, travailler sur la défiance envers les acteurs institutionnels		Schéma départemental des services aux Familles de la Guadeloupe 2024-2027
		Fond Laugier : Travailler autour de l'insertion des différentes communautés		Projet sportif territorial des îles de Guadeloupe 2023-2028
	Soutenir la parentalité, accompagner les parents	Favoriser l'implication et participation des familles avec des interventions collectives (Actions collectives d'échanges et d'entraide entre parents - Activités et ateliers partagés « parents-enfants »)	Collectivités Cap Excellence Communes et CCAS Conseil régional (jeunesse, culture, innovation sociale) Conseil départemental (autonomie, action sociale)	Schéma Régional des usages et services numériques de la Guadeloupe, 2020
		Accompagner le développement des services et lieux ressources parentalité	Réseau associatif et société civile Centres sociaux Espaces vie sociale Maisons de la parentalité	Plan interministériel de prévention et de lutte contre l'illettrisme et
	Garantir l'accès aux droits, lutter contre l'illectronisme	Accompagner les personnes en situation administratives complexes (absence de renouvellement des papiers lors de la période COVID etc.)		

		Lutter contre le non-recours aux droits		<p>l'illelectronisme en outre-mer 2025-2028</p> <p>Stratégie interministérielle de mobilisation contre les conduites addictives 2023-2027 Projet territorial de Santé mentale de la Guadeloupe, 2022</p> <p>Programme régional d'accès à la prévention et aux soins pour les personnes démunies 2023-2028</p> <p>Schéma régional de santé 2023-2028</p> <p>Les outils spécifiques à la politique de la ville : Cités éducatives</p> <p>Plan de Réussite Educative</p>
--	--	---	--	--

Œuvrer pour l'éducation des jeunes, dans et hors de l'école	Améliorer la maîtrise de la langue des plus jeunes et lutter contre l'illettrisme des adultes	Répondre aux problématiques d'acquisition de la langue des plus jeunes	Institutions Éducation nationale (Rectorat, établissements scolaires, CPE) DRAJES (jeunesse, engagement, sport) ARS (santé scolaire, prévention addictions) CAF de la Guadeloupe et de Saint Martin (Soutien à la parentalité)	Les documents et stratégies de droit commun : Projet d'Académie 2024-2027 Schéma départemental des services aux Familles de la Guadeloupe 2024-2027	
	Penser les enjeux éducatifs à l'échelle de la "communauté", en travaillant avec les enfants, leurs parents, les éducateurs et adultes	Construire un cadre partenarial, s'appuyant sur les dynamiques de la Cité éducative, afin de renforcer la mobilisation des parents et de favoriser la mobilisation des jeunes grâce à un accompagnement sur les difficultés rencontrées par les parents et les familles			
	Sécuriser les parcours de réussite éducative et prévenir le décrochage scolaire	Favoriser une meilleure couverture du territoire par le dispositif Clas (Contrat local d'accompagnement à la scolarité) afin de favoriser la réussite éducative des enfants et des jeunes	Collectivités Cap Excellence : service éducation, jeunesse, sport Communes : CCAS, service jeunesse Département : PMI, prévention spécialisée Région : orientation, mobilité étudiante	Conventions Territoriales Globales : Abymes, Pointe-à-Pitre Plan interministériel de prévention et de lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme en outre-mer 2025-2028	
	Travailler à lever les freins à la réussite éducative : santé, nutrition, santé mentale, violences intra-familiales...	Faire connaître et renforcer les réponses (accueil, accompagnement) mises en place pour les élèves exclus, en lien avec la cellule d'accompagnement de l'association SEPSI		Acteurs de l'accompagnement Associations d'aides aux devoirs et de soutien scolaire, associations de prévention Centres sociaux Espaces vie sociale	Le projet régional de santé 2023-2028 Les contrats locaux de santé
		Travailler sur les prérequis à l'acquisition des savoirs scolaires (savoir-être, comportements, compétences psychosociales...)			
		Travailler sur les enjeux de santé mentale des élèves			

		Travailler sur l'accès à l'alimentation des enfants, en lien avec les partenaires (épicerie solidaire) et la santé sur le modèle du partenariat avec l'opticien		Les outils spécifiques à la politique de la ville : Cités éducatives Plan de Réussite Educative
		Travailler sur les addictions aux écrans et aux téléphones		
Veiller à la qualité de l'habitat et du cadre de vie sur les quartiers	Coordonner les actions de gestion et les interventions pour une qualité du cadre de vie au quotidien	Poursuivre le travail de clarification des domanialités	Institutions DEAL (logement, urbanisme) EPF Terres Caraïbes (foncier, renouvellement urbain) ARS (santé environnementale) CAF (aides au logement) Collectivités Cap Excellence : habitat, développement urbain Communes : services urbanisme / aménagement / environnement Région : rénovation énergétique Département : habitat indigne, solidarité logement Acteurs du logement Bailleurs sociaux Action Logement	Les documents et stratégies de droit commun : Le Programme local de l'habitat 2022-2028 Convention intercommunale d'attribution 2022-2028 Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées Contrat territorial de relance et de transition écologique
		Améliorer la gestion des déchets : communication, coordination, gestion des espaces		
		Secteur Louisy Matthieu, résidence Clos de Montmartre : veiller à intégrer les évolutions patrimoniales et à les clarifier ; communiquer sur les responsabilités de gestion du quartier		
	Améliorer la gestion des espaces délaissés	Travailler sur les dents creuses, les espaces verts délaissés		
	Garantir une qualité du cadre de vie, lutter contre les nuisances	Traiter le problème des véhicules hors d'usage, notamment sur le secteur Morte Lacrosse		
		Réguler les commerces informels et les activités illicites, développer des outils adaptés sur le modèle de la redéfinition des pratiques de la SIG dans l'octroi de ses locaux commerciaux		

		Traiter les problématiques de dératisation en lien avec les plans municipaux	Associations de locataires Structures de médiation sociale / gestion urbaine de proximité	de Cap Excellence, 2021 Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets, 2020 Plans Stratégiques de Patrimoines des organismes HLM Conventions d'Utilité sociale des organismes HLM Les outils spécifiques à la politique de la ville : Le nouveau programme national de Renouvellement Urbain de Cap Excellence (RUCAP) L'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) Les conventions GUSP
		Améliorer la gestion des déchets : communication, coordination, gestion des espaces		
	Améliorer la qualité de l'habitat	Travailler aux problématiques de squats, habitat dégradé, risques d'incendies...		

<p>Favoriser une politique d'insertion et une mobilisation des entreprises au service des parcours vers et dans l'emploi de tous et toutes sur les quartiers</p>	<p>Lever les freins à l'insertion professionnelle</p>	<p>Répondre aux problématiques de chômage en développant les opérateurs du quartier (ex : installation d'une Maison de l'emploi)</p> <p>Travailler sur la levée des freins à la mobilité (coûts de l'essence, coût de la mobilité domicile - travail)</p> <p>Augmenter et diversifier les solutions d'accueil Avip (crèches, assistant(es) maternel(les)) en faveur des parents en démarche d'insertion</p>	<p>Institutions France Travail Cap Emploi Mission locale DEETS Conseil départemental (RSA insertion) Région (formation professionnelle) BPI France (appui à la création d'entreprises) Banque des Territoires CRESS-IG (ESS, coopératives) CAF de la Guadeloupe et de Saint Martin (Soutien à la parentalité)</p> <p>Collectivités Cap Excellence : service développement économique Communes : service emploi</p> <p>Acteurs économiques Chambre de commerce et d'industrie (CCI) Chambre des métiers de l'artisanat (CMA) UDE-MEDEF</p>	<p>Les documents et stratégies de droit commun : Le programme départemental d'insertion de Guadeloupe 2022-2028</p> <p>La stratégie de développement économique de Cap Excellence, 2025</p> <p>Le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) 2023-2028</p> <p>Plan de développement de la formation, 2021-2026</p> <p>Les outils spécifiques à la politique de la ville : La cité de l'emploi</p>
	<p>"Aller-vers" pour capter les publics éloignés de l'emploi, valoriser l'emploi, retrouver le sens et donner le goût du travail</p>	<p>Accompagner les publics vers une offre de formations qualifiantes ; lutter contre les certaines représentations pour donner à voir les perspectives de long terme sur les projets professionnels</p>		

			<p>Confédération des Petites et Moyennes Entreprises (CPME)</p> <p>Fédération des Très Petites Entreprises (FTPE)</p> <p>Organisation Professionnelle des Petites et Moyennes Entreprises de Guadeloupe (OP-PME)</p> <p>COORACE Guadeloupe (réseau IAE)</p> <p>Structures d'insertion (ACI, EI, ETTI, AI)</p> <p>Associations et autres structures</p> <p>Centres sociaux</p> <p>Associations d'accompagnement vers l'emploi</p> <p>Organismes de formation</p> <p>Réseau d'entreprises inclusives (ex : les entreprises s'engagent)</p> <p>Réseaux de soutien à l'entrepreneuriat (Initiative, France Active Antilles...)</p>	
<p>Prévenir la violence dans les rapports sociaux, soutenir la tranquillité</p>	<p>Lutter contre la traite et aider les victimes</p>	<p>Lutter contre la prostitution organisée et appréhender les phénomènes de déplacements de certaines situations</p>	<p>Institutions</p> <p>Préfecture</p> <p>Justice : DFSPPI, parquet, SPIP</p>	<p>Les documents et stratégies de droit commun :</p>

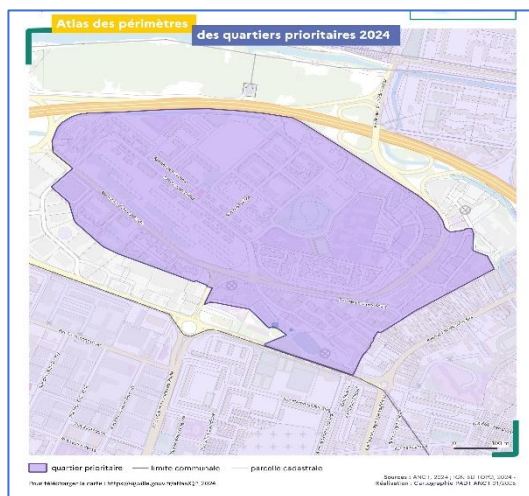
publique et assurer la sécurité sur les quartiers		Poursuivre l'accompagnement et l'aide à la réinsertion en lien avec les partenariats existants et en renforçant les perspectives d'insertion sociale et professionnelle des personnes	Éducation nationale (violences scolaires, climat scolaire) Polices nationales et municipale Maisons de justice et du droit	Les instances dédiées : CISPD et CLSPD Plan départemental de la prévention de la délinquance, 2021-2024
	Lutter contre les violences sexuelles et sexistes	Travailler sur les représentations sexistes induites par la visibilité des phénomènes de prostitution sur le quartier	Collectivités Cap Excellence : CISPD Communes : polices municipales, CLSPD Conseil départemental : prévention spécialisée	Les outils spécifiques à la politique de la ville : L'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)
	Lutter contre l'insécurité, les incivilités, les mauvais usages de l'espace public	Résidence Péri Carpin : Répondre aux problématiques de délinquance sur le secteur en lien avec la SEMAG	Acteurs sociaux Associations de prévention de la délinquance Associations de lutte contre les violences intra-familiales Médiateurs sociaux Maison des femmes Autres partenaires Bailleurs sociaux	Les Cités éducatives
Améliorer l'outillage, la formation et la mise en réseau des acteurs	Améliorer l'accueil des habitants des quartiers dans les équipements et institutions du territoire	S'appuyer sur la création du futur espace du centre social pour améliorer la capacité d'accueil du public	Pilotes du Contrat de Ville Préfecture Cap Excellence	Les outils et dispositifs : La gouvernance du Contrat de ville

		Fond Laugier : Renforcer les actions, les espaces d'accueil, et mobiliser l'équipement du Château d'eau	Autres partenaires L'ensemble des partenaires du contrat de ville Les acteurs des quartiers	Les comités de suivi de projet du quartier
	Conforter et renforcer le partenariat entre acteurs institutionnel, acteurs de proximité, porteurs de projet et habitants via une ingénierie adaptée de coordination et d'animation de proximité	Poursuivre et conforter le travail de mise en réseau des associations porté par le Centre social		
	Valoriser les actions, partager les résultats, faire essaimer les pratiques inspirantes	Veiller à la bonne articulation entre les acteurs intervenants sur les différents secteurs du quartier dans le cadre du repérage et de l'orientation des personnes vers l'offre existante		
	Conforter et renforcer le partenariat entre acteurs institutionnel, acteurs de proximité, porteurs de projet et habitants via une ingénierie adaptée de coordination et d'animation de proximité	Faire essaimer, à l'échelle du territoire, les méthodes développées dans le cadre de la construction du partenariat et du fonctionnement de la Cité éducative		
		Clarifier, en lien avec la CAF et les communes, le périmètre d'intervention des centres de santé et veiller à la bonne couverture de l'ensemble du quartier – notamment sur le secteur non couvert de Fond Laugier		

► Quartier Grand Camp

PRESENTATION DU GRAND CAMP

PRESENTATION DU QUARTIER



2 783 habitants

Desservi par la RN1, ce quartier d'habitat social a été construit dans les années 1960-1970 en lieu et place d'un espace d'habitat spontané. Malgré les opérations de rénovation menées en 2009 projet de renouvellement urbain des Abymes (Le RUZAB) qui a fortement impacté sa configuration spatiale, notamment au niveau de la gestion des flux (en particulier de véhicules), le quartier peut être encore mal perçu par les habitants extérieurs.

CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE

IRIS Grand Camp Nord (taux de couverture de l'IRIS par le quartier : 97%)
et Grand Camp Sud-Est aux de couverture de l'IRIS par le quartier : 60%)

Démographie	<ul style="list-style-type: none"> 0-14 ans : 21% 15-24 ans : 14% 25-59 ans : 47% 60-74 ans : 13% 75 ans et plus : 4% 	<ul style="list-style-type: none"> Indice jeunesse : 1,24 Part des femmes : 59,1% Part des étrangers : 11,2%
Données socio-économiques	<ul style="list-style-type: none"> Taux de chômage : 35% Taux de scolarisation des 15-24 ans : 62% Part de la population sans diplôme : 26% Nombre d'allocataires pour 100 hab. : 48 Allocataires percevant le RSA : 34% 	
Données Habitat	<ul style="list-style-type: none"> Part des ménages propriétaires : 9% Part des ménages locataires : 89% 	

Le quartier se démarque par une population fortement précarisée, cumulant des facteurs de vulnérabilité

- Un vieillissement de la population qui demande un travail sur la dépendance et la perte d'autonomie
- Une population précarisée : une forte proportion d'allocataires (près de 10 points de plus que la moyenne de la CA) et un taux de chômage élevé
- Une forte proportion de familles monoparentales (+22 points par rapport à la moyenne des QPVs des DROMS)
- Un bon taux de scolarisation des jeunes de 15-24 ans qui se situe dans la moyenne de l'agglomération (62%)

LES ENJEUX DE GESTION URBAINE		LES ENJEUX SOCIO-ECONOMIQUES		
<ul style="list-style-type: none"> • Un manque d'entretien important des espaces verts / pieds d'immeubles dont la responsabilité appartient à la commune. Ce rôle était précédemment endossé par l'association La Voix, mais n'ayant pas obtenu le renouvellement du marché (en raison de manques administratifs), elle n'intervient plus désormais. • Des enjeux de propreté et de gestion des déchets sur le quartier • Des problématiques de VHU régulières, notamment autour de la résidence Pédicette. • Un manque d'espaces de vie et de rencontre pour les familles : manque d'aires de jeux pour les enfants et de structures sportives pour les jeunes. • Un manque de commerces et services de proximité. 		<ul style="list-style-type: none"> • Une population globalement très défavorisée avec de forts besoins sociaux. • Un tissu associatif très faiblement dynamique au regard de la densité démographique du quartier, avec peu de présence des acteurs associés, malgré une demande importante des habitants (sur les plans sportif et culturel notamment). • Un manque de cohésion sociale (entre communautés et entre générations) sur le quartier. • Des personnes âgées en situation d'isolement. • Une jeunesse inscrite dans un phénomène de pauvreté intergénérationnelle. • Des difficultés pour le relogement des familles en situation de précarité. • Des actes de délinquance et de criminalité importants, notamment des conflits entre groupes (3 décès constatés au cours des 3 derniers mois). Dans ce contexte, il a été indiqué un manque de présence policière au sein du quartier, notamment pour la protection des commerçants. • Des résidences « Les Chicanes » avec des enjeux de sécurité importants (beaucoup d'incivilités, phénomènes de squat en pied d'immeubles). • Un manque d'associations de locataires, malgré le soutien des bailleurs pour leur structuration. 		
PROJET DE QUARTIER				
PLAN D'ACTION				
AXE	ORIENTATION	ACTIONS	PARTENAIRES EN CHARGE	MOYENS
Favoriser l'émancipation individuelle et collective, faire société à l'échelle de chaque quartier et à l'échelle du territoire	Prévenir le renfermement sur soi, et le renfermement dans le quartier, développer le faire ensemble	Répondre au sentiment de mal-être sur le quartier (publics en cumul de difficultés, sentiment de relégation, etc.) en travaillant l'animation en proximité avec une forte approche terrain s'appuyant, par exemple	Institutions : Préfecture Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRDFE) DAC (Direction des Affaires Culturelles) DEETS (accès aux droits, inclusion)	Les documents et stratégies de droit commun : Conventions Territoriales Globales : Abymes, Pointe-à-Pitre Plan local des solidarités 2024-2027

		sur la permanence assurée par Guadav à la maison France Service gérée par le CCAS	Éducation nationale (Rectorat – Vie scolaire, DAAC, DAASEN) Justice : DFSPPIP (accès aux droits, prévention récidive) DRAJES (jeunesse, engagement, citoyenneté) CAF de la Guadeloupe et de Saint Martin (Soutien à la parentalité)	Schéma départemental des services aux Familles de la Guadeloupe 2024-2027
		Améliorer la confiance des jeunes en direction des institutions : faire confiance et valoriser les jeunes volontaires en développant l'approche "rôle model", travailler sur la représentation autour des jeunes et valoriser les réussites	Collectivités Cap Excellence Communes et CCAS Conseil régional (jeunesse, culture, innovation sociale) Conseil départemental (autonomie, action sociale)	Projet sportif territorial des îles de Guadeloupe 2023-2028 Schéma Régional des usages et services numériques de la Guadeloupe, 2020 Plan interministériel de prévention et de lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme en outre-mer 2025-2028
	Prévenir et accompagner les phénomènes d'errance dans leur diversité (sans-abrisme, jeunes déscolarisés et marginaux...)	Travailler à l'insertion des jeunes, y compris sur le volet socio-professionnel des jeunes inactifs occupant l'espace public Travailler sur l'errance des jeunes	Réseau associatif et société civile Centres sociaux Espaces vie sociale Maisons de la parentalité	Stratégie interministérielle de mobilisation contre les conduites addictives 2023-2027 Projet territorial de Santé mentale de la Guadeloupe, 2022
	Améliorer l'accès aux soins, favoriser le bien-être et la bonne santé de tous et toutes sur les quartiers, y compris en matière de santé mentale	Prévenir les pratiques addictives		Programme régional d'accès à la prévention et aux soins pour les personnes démunies 2023-2028 Schéma régional de santé 2023-2028
		Mobiliser le réseau éducatif de proximité		

	Soutenir la parentalité, accompagner les parents	(Maison de la parentalité, CS de Grand Camp, PRE...) pour soutenir des actions en faveur de la parentalité et en mobilisant les partenaires (assistantes sociales du collège, CAF, SEPSI, Département...)		Les outils spécifiques à la politique de la ville : Cités éducatives Plan de Réussite Educative
		Favoriser l'implication et participation des familles avec des interventions collectives (Actions collectives d'échanges et d'entraide entre parents - Activités et ateliers partagés « parents-enfants		
		Accompagner le développement des services et lieux ressources parentalité		
	Garantir l'accès aux droits, lutter contre l'illectronisme	Renforcer l'accès aux droits des personnes, notamment en situation de handicap		
		Lutter contre le non-recours aux droits		
Œuvrer pour l'éducation des jeunes, dans et hors de l'école	Sécuriser les parcours de réussite éducative et	Travailler à l'insertion des jeunes, y compris sur le volet socio-professionnel	Institutions	

	prévenir le décrochage scolaire	des jeunes inactifs, renforcer l'accrochage scolaire des plus jeunes	Éducation nationale (Rectorat, établissements scolaires, CPE) DRAJES (jeunesse, engagement, sport) ARS (santé scolaire, prévention addictions) CAF de la Guadeloupe et de Saint Martin (Soutien à la parentalité)	<p>Les documents et stratégies de droit commun : Projet d'Académie 2024-2027</p> <p>Schéma départemental des services aux Familles de la Guadeloupe 2024-2027</p> <p>Conventions Territoriales Globales : Abymes, Pointe-à-Pitre</p> <p>Plan interministériel de prévention et de lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme en outre-mer 2025-2028</p> <p>Le projet régional de santé 2023-2028</p> <p>Les contrats locaux de santé</p> <p>Les outils spécifiques à la politique de la ville : Cités éducatives</p> <p>Plan de Réussite Educative</p>
		S'appuyer sur les dynamiques déjà engagées sur le quartier (extension de la Cité éducative, PRE) afin de structurer le réseau éducatif de proximité	Collectivités Cap Excellence : service éducation, jeunesse, sport Communes : CCAS, service jeunesse Département : PMI, prévention spécialisée Région : orientation, mobilité étudiante	
		Favoriser une meilleure couverture du territoire par le dispositif Clas (Contrat local d'accompagnement à la scolarité) afin de favoriser la réussite éducative des enfants et des jeunes	Acteurs de l'accompagnement Associations d'aides aux devoirs et de soutien scolaire, associations de prévention Centres sociaux Espaces vie sociale	
		Rompre les inégalités de destin dès le plus jeune âge à travers la création : - Village de la famille incluant une crèche AVIP, un accueil de loisirs, une ludothèque, une Rpe (Relais Petite Enfance), LAEP (Lieu d'accueil enfant parent) - Un centre social et socio culturel		

	Travailler à lever les freins à la réussite éducative : santé, nutrition, santé mentale, violences intra-familiales...	Favoriser le repérage précoce des difficultés		
Veiller à la qualité de l'habitat et du cadre de vie sur les quartiers	Coordonner les actions de gestion et les interventions pour une qualité du cadre de vie au quotidien	Dynamiser les démarches de GUSP	Institutions DEAL (logement, urbanisme) EPF Terres Caraïbes (foncier, renouvellement urbain) ARS (santé environnementale) CAF (aides au logement) Collectivités Cap Excellence : habitat, développement urbain Communes : services urbanisme / aménagement / environnement Région : rénovation énergétique Département : habitat indigne, solidarité logement Acteurs du logement Bailleurs sociaux Action Logement Associations de locataires Structures de médiation sociale / Gestion urbaine de proximité	Les documents et stratégies de droit commun : Le Programme local de l'habitat 2022-2028 Convention intercommunale d'attribution 2022-2028 Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées Contrat territorial de relance et de transition écologique de Cap Excellence, 2021 Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets, 2020 Plans Stratégiques de Patrimoines des organismes HLM
		Clarifier le partage des domanialités		
		Travailler sur les problèmes d'assainissement, par la poursuite des travaux en cours		
	Réguler la présence et la multiplication des chiens errants en s'appuyant sur des campagnes municipales			
Garantir une qualité du cadre de vie, lutter contre les nuisances	Prévenir les dépôts de déchets et encombrants : améliorer l'information sur les horaires de collecte des déchets, travailler sur la prévention des mauvaises pratiques (travail de proximité, sensibilisation)			

	<p>Favoriser l'appropriation des espaces publics et des quartiers, accompagner le changement urbain, développer l'urbanisme transitoire</p>	<p>Assurer la qualité de gestion des parcs et espaces publics (assurer l'éclairage, renforcer la régularité du nettoyage et de l'entretien de la végétation invasive) et en particulier des espaces pouvant jouer un rôle d'accueil et de supports aux actions d'animation locale</p>		<p>Conventions d'Utilité sociale des organismes HLM Les outils spécifiques à la politique de la ville : Le nouveau programme national de Renouvellement Urbain de Cap Excellence (RUCAP) L'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) Les conventions GUSP</p>
<p>Favoriser une politique d'insertion et une mobilisation des entreprises au service des parcours vers et dans l'emploi de tous et toutes sur les quartiers</p>	<p>Accompagner le développement économique : appui à l'ESS - notamment via l'installation de la Régie de quartier, soutien à la formalisation des commerces informels...</p>	<p>Construire, en lien avec les travaux engagés à travers la Cité de l'emploi, un discours permettant de valoriser les démarches d'insertion professionnelle auprès des jeunes éloignés de l'emploi face à la tentation de l'activité informelle ou illégale</p>	<p>Institutions France Travail Cap Emploi Mission locale DEETS Conseil départemental (RSA insertion) Région (formation professionnelle) BPI France (appui à la création d'entreprises) Banque des Territoires CRESS-IG (ESS, coopératives) CAF de la Guadeloupe et de Saint Martin (Soutien à la parentalité)</p>	<p>Les documents et stratégies de droit commun : Le programme départemental d'insertion de Guadeloupe 2022-2028 La stratégie de développement économique de Cap Excellence, 2025 Le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) 2023-2028</p>
	<p>Lever les freins à l'insertion professionnelle</p>	<p>Travailler à l'insertion professionnelle des jeunes</p>		
		<p>Travailler à l'insertion professionnelle des</p>		

		personnes en situation de handicap	<p>Collectivités Cap Excellence : service développement économique Communes : service emploi</p> <p>Acteurs économiques Chambre de commerce et d'industrie (CCI) Chambre des métiers de l'artisanat (CMA) UDE-MEDEF Confédération des Petites et Moyennes Entreprises (CPME) Fédération des Très Petites Entreprises (FTPE) Organisation Professionnelle des Petites et Moyennes Entreprises de Guadeloupe (OP-PME) COORACE Guadeloupe (réseau IAE) Structures d'insertion (ACI, EI, ETTI, AI)</p> <p>Associations et autres structures Centres sociaux Associations d'accompagnement vers l'emploi Organismes de formation</p>	<p>Plan de développement de la formation, 2021-2026</p> <p>Les outils spécifiques à la politique de la ville : La cité de l'emploi</p>
--	--	------------------------------------	--	---

			<p>Réseau d'entreprises inclusives (ex : les entreprises s'engagent) Réseaux de soutien à l'entreprene France Active Antilles...)</p>	
<p>Prévenir la violence dans les rapports sociaux, soutenir la tranquillité publique et assurer la sécurité sur les quartiers</p>	<p>Lutter contre l'insécurité, les incivilités, les mauvais usages de l'espace public</p>	<p>Travailler à la prévention et à la gestion des troubles de voisinage en s'appuyant notamment sur l'installation de Guadav, sur les services de médiation, sur le plan d'action convention TFPB...</p>	<p>Institutions Préfecture Justice : DFSP, parquet, SPIP Éducation nationale (violences scolaires, climat scolaire) Polices nationales et municipale Maisons de justice et du droit</p> <p>Collectivités Cap Excellence : CISPD Communes : polices municipales, CLSPD Conseil départemental : prévention spécialisée</p> <p>Acteurs sociaux Associations de prévention de la délinquance Associations de lutte contre les violences intra-familiales Médiateurs sociaux Maison des femmes</p> <p>Autres partenaires Bailleurs sociaux</p>	<p>Les documents et stratégies de droit commun :</p> <p>Les instances dédiées : CISPD et CLSPD</p> <p>Plan départemental de la prévention de la délinquance, 2021- 2024</p> <p>Les outils spécifiques à la politique de la ville :</p> <p>L'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)</p> <p>Les Cités éducatives</p>
		<p>Travailler sur la tranquillité publique sur la période "nocturne" (à partir de 19h)</p>		
	<p>Mettre en place des approches de soutien à la parentalité et de politique familiales contribuant au bien-vivre dans l'espace familiale et dans les quartiers</p>	<p>Lutter contre les phénomènes d'influence négative et de pressions</p>		
<p>Renforcer l'ingénierie d'accompagnement, améliorer l'outillage, la</p>	<p>Améliorer l'accueil des habitants des quartiers dans les équipements</p>	<p>Veiller à la bonne mise en réseau des lieux et espaces d'accueil des habitants (France Service,</p>	<p>Pilotes du Contrat de Ville Préfecture Cap Excellence</p>	<p>Les outils et dispositifs : La gouvernance du Contrat de ville</p>

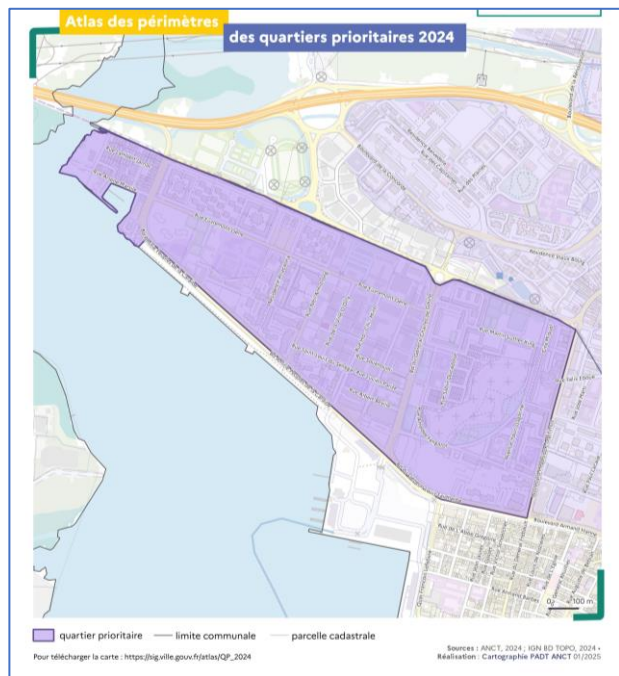
formation et la mise en réseau des acteurs	et institutions du territoire	centre social, tiers lieu SIG, etc.)	Autres partenaires L'ensemble des partenaires du contrat de ville Les acteurs des quartiers	Les comités de suivi de projet du quartier
		Assurer l'ouverture du tiers-lieu porté par la SIG, en lien avec un porteur de projet ancré localement		
		Repenser le format des animations et actions à destination des jeunes et notamment le format "atelier" en développant, par exemples, des actions décentralisées, des actions communes entre partenaires...		
	Conforter et renforcer le partenariat entre acteurs institutionnel, acteurs de proximité, porteurs de projet et habitants via une ingénierie adaptée de coordination et d'animation de proximité			
		Clarifier et conforter le rôle d'animation territoriale du centre social ; construire le cadre partenarial du centre social et des associations		
		Travailler en proximité avec les associations sur le déploiement de l'appel à projets (dans la continuité des dynamiques instituées sur le précédent contrat)		
		Soutenir la construction de projets collectifs entre		

		associations, en s'appuyant sur une animation et une mobilisation d'ingénierie adaptée		
	Renforcer la professionnalisation des acteurs institutionnels, acteurs associatifs et acteurs de proximité, soutenir le bénévolat et son rôle dans les parcours des personnes	Accompagner la professionnalisation des associations de Grand Camp à travers un soutien logistique (via l'offre de droit commun de soutien à la vie associative), un accompagnement sur le volet financier (grâce à la sécurisation des versements en temps et en heure), un appui à la rédaction de projets (par une communication sur l'importance de dépôts de projets répondant aux besoins et orientations du Contrat de ville)		

► Quartier Lauricisque - Bergevin

PRESENTATION DU QUARTIER LAURICISQUE - BERGEVIN

PRESENTATION DU QUARTIER



6 277 habitants

Le QPV Lauricisque Bergevin est au cœur des projets de renouvellement urbain de la ville de la ville de Pointe-à-Pitre à partir des années 60, et a subi plusieurs opérations de démolition/relogement (ex : RUPAP, NPNRU) qui ont fortement façonné le quartier et son vécu, et a renforcé son attractivité.

CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE

IRIS Rivière Salée (taux de couverture de l'IRIS par le quartier : 98%)
et Lauricisque-Z.A. Bergevin-Hô Chi Minh
(taux de couverture de l'IRIS par le quartier : 92%)
et Henri IV-Cité Bergevin (taux de couverture de l'IRIS par le quartier : 74%)

Démographie	<ul style="list-style-type: none"> 0-14 ans : 18% 15-24 ans : 14% 25-59 ans : 48% 60-74 ans : 10% 75 ans et plus : 10% 	<ul style="list-style-type: none"> Indice jeunesse : 0,93 Part des femmes : 57% Part des étrangers : 7,6%
Données socio-économiques	<ul style="list-style-type: none"> Taux de chômage : 39% Taux de scolarisation des 15-24 ans : 61% Part de la population sans diplôme : 35% Nombre d'allocataires pour 100 hab. : 42 Allocataires percevant le RSA : 36% 	
Données Habitat	<ul style="list-style-type: none"> Part des ménages propriétaires : 13% Part des ménages locataires : 87% 	

Le quartier se démarque par une population fortement précarisée, cumulant des facteurs de vulnérabilité :

- Un taux de chômage et d'inactivité élevé (+13 points par rapport à la moyenne communautaire) et une forte proportion sans diplômes
- Une population vieillissante : 20% de personnes âgées de plus de 60 ans contre 17% sur la CA et un indice de jeunesse bas (0,93)
- Une forte proportion de familles monoparentales : 71%, soit 16 points de plus que la moyenne des QPVs des DROMs
- Un phénomène d'isolement des habitants (+11% de personnes vivant seules comparé à la CA)

LES ENJEUX DE GESTION URBAINE		LES ENJEUX SOCIO-ECONOMIQUES		
<ul style="list-style-type: none"> • Nouveau quartier construit sur le site de l'ancien stade de la ville de Pointe-à-Pitre, qui a fait l'objet d'une opération de rénovation urbaine depuis 2006 mais qui est confronté à une dégradation rapide des nouvelles résidences en raison de la qualité des constructions (remise en cause par les habitants) et d'un manque de suivi des travaux réalisés et de leur livraison. Son attractivité demeure toutefois en nette amélioration. • Des enjeux de dégradation rapide des voiries et équipements publics en raison de problèmes de stabilité naturelle des sols et d'inondation, inégalement pris en charge par les acteurs concernés (ville et bailleurs). 		<ul style="list-style-type: none"> • Un quartier doté d'une grande mixité sociale mais un accompagnement au relogement de personnes précaires à renforcer selon le centre social (personnes de milieux précaires relogées dans des appartements modernes sans en maîtriser les usages et les codes). • Des enjeux d'accompagnement des seniors, présents en forte proportion. • Les projets de renouvellement urbain engendrent des espaces délaissés ou temporairement vides qui sont exploités par des marchands de sommeil ou qui accueillent des marginaux squattant illégalement les lieux et difficiles à déloger. • Des enjeux de santé mentale et d'isolement des personnes sur le quartier. • Des problématiques de délinquance, d'agressions et d'incivilités. • Une forte proportion de public allophone aux besoins d'accompagnement particuliers. 		
PROJET DE QUARTIER				
PLAN D'ACTION				
AXE	ORIENTATION	ACTIONS	PARTENAIRES EN CHARGE	MOYENS
Favoriser l'émancipation individuelle et collective, faire société à l'échelle de chaque quartier et à l'échelle du territoire	Soutenir la parentalité, accompagner les parents	S'appuyer sur le projet de construction du Village des familles (La Pwoint Kaz) pour renforcer les actions en faveur de la parentalité en évitant toute forme de stigmatisation des familles	Institutions : Préfecture Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRDFE) DAC (Direction des Affaires Culturelles) DEETS (accès aux droits, inclusion)	Les documents et stratégies de droit commun : Conventions Territoriales Globales : Abymes, Pointe-à-Pitre Plan local des solidarités 2024-2027
		Conforter la structuration du réseau éducatif (CLAS, PRE, Cité éducative, articulation avec le Centre social, les associations, les éducateurs...)		

		<p>Apporter une offre de service et d'accompagnement répondant aux besoins des familles monoparentales (le mode de garde des enfants, par exemple), en s'appuyant sur les actions déjà engagées (actions multiculturelles, développement de places de crèches, formation des parents aux logiciels de l'Education nationale...)</p>	<p>Éducation nationale (Rectorat – Vie scolaire, DAAC, DAASEN) Justice : DFSPPIP (accès aux droits, prévention récidive) DRAJES (jeunesse, engagement, citoyenneté) CAF de la Guadeloupe et de Saint Martin (Soutien à la parentalité)</p> <p>Collectivités Cap Excellence Communes et CCAS Conseil régional (jeunesse, culture, innovation sociale) Conseil départemental (autonomie, action sociale)</p> <p>Réseau associatif et société civile Centres sociaux Espaces vie sociale</p>	<p>Schéma départemental des services aux Familles de la Guadeloupe 2024-2027</p> <p>Projet sportif territorial des îles de Guadeloupe 2023-2028</p> <p>Schéma Régional des usages et services numériques de la Guadeloupe, 2020</p> <p>Plan interministériel de prévention et de lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme en outre-mer 2025-2028</p> <p>Stratégie interministérielle de mobilisation contre les conduites addictives 2023-2027</p>
		<p>Favoriser l'implication et participation des familles avec des interventions collectives (Actions collectives d'échanges et d'entraide entre parents - Activités et ateliers partagés « parents-enfants »)</p>		
		<p>Accompagner le développement des services et lieux ressources parentalité</p>		
	<p>Prévenir le renfermement sur soi, et le renfermement dans le quartier, développer le faire ensemble</p>	<p>Travailler à une approche inter-secteurs, tenant compte des différences d'histoire et de pratiques entre les secteurs Lauricisque, Bergevin, Wahington - Beauptuis</p>		

				<p>Projet territorial de Santé mentale de la Guadeloupe, 2022</p> <p>Programme régional d'accès à la prévention et aux soins pour les personnes démunies 2023-2028</p> <p>Schéma régional de santé 2023-2028</p> <p>Les outils spécifiques à la politique de la ville : Cités éducatives</p> <p>Plan de Réussite Educative</p>
<p>Œuvrer pour l'éducation des jeunes, dans et hors de l'école</p>	<p>Sécuriser les parcours de réussite éducative et prévenir le décrochage scolaire</p>	<p>S'appuyer sur la redynamisation du PRE pour prévenir et lutter contre le décrochage scolaire dès 4 ans</p> <p>Favoriser une meilleure couverture du territoire par le dispositif Clas (Contrat local d'accompagnement à la scolarité) afin de favoriser la</p>	<p>Institutions Éducation nationale (Rectorat, établissements scolaires, CPE) DRAJES (jeunesse, engagement, sport)</p>	<p>Les documents et stratégies de droit commun : Projet d'Académie 2024-2027</p>

		réussite éducative des enfants et des jeunes	ARS (santé scolaire, prévention addictions) CAF de la Guadeloupe et de Saint Martin (Soutien à la parentalité)	Schéma départemental des services aux Familles de la Guadeloupe 2024-2027
	Travailler à lever les freins à la réussite éducative : santé, nutrition, santé mentale, violences intra-familiales...	S'appuyer sur le Plan cantine pour favoriser une alimentation saine et suffisante		Conventions Territoriales Globales : Abymes, Pointe-à-Pitre
	Améliorer la maîtrise de la langue des plus jeunes et lutter contre l'illettrisme des adultes	Veiller à la maîtrise de la langue des élèves (lecture, écriture), soutenir l'accès à la lecture et l'accès à la culture	Collectivités Cap Excellence : service éducation, jeunesse, sport Communes : CCAS, service jeunesse Département : PMI, prévention spécialisée Région : orientation, mobilité étudiante Acteurs de l'accompagnement Associations d'aides aux devoirs et de soutien scolaire, associations de prévention Centres sociaux Espaces vie sociale	Plan interministériel de prévention et de lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme en outre-mer 2025-2028 Le projet régional de santé 2023-2028 Les contrats locaux de santé Les outils spécifiques à la politique de la ville : Cités éducatives Plan de Réussite Educative

Accompagner le vieillissement sur les quartiers	Proposer une offre de service sur les quartiers (services publics, animation...) adaptée aux besoins des personnes âgées, tant dans le contenu de l'offre, que dans son format (ex : adapté à une moindre maîtrise du numérique, accessibilité physique...)	Lutter contre l'isolement des seniors à travers leur accompagnement (dont la mobilisation des services de portage)	<p>Institutions</p> <p>ARS (gérontologie, maintien à domicile) Conseil départemental (APA, services sociaux) CAF (soutien aux aidants, financements structures) CGSS (santé, retraite) Maison Départemental des Personnes Handicapés Maison de l'autonomie et du handicap</p> <p>Collectivités</p> <p>Cap Excellence Communes et CCAS Région (santé, innovation, formations sanitaires)</p> <p>Acteurs médico-sociaux</p> <p>Associations d'aide à domicile Centres de santé, CPTS, hôpitaux Résidences et foyers spécialisés</p>	<p>Les documents et stratégies de droit commun :</p> <p>Service public de l'autonomie, et dispositifs départementaux</p>
		Travailler sur l'intergénérationnel et la cohabitation		
		Favoriser la prise en compte de l'accompagnement du vieillissement dans les projets sociaux des acteurs de l'animation de la vie sociale (actions intergénérationnelles, actions partenariales visant l'accès et le maintien des droits, le « bien vieillir à domicile » ...)		

			Acteurs de l'animation de la vie sociale Espaces de vie sociale et centres sociaux	
Veiller à la qualité de l'habitat et du cadre de vie sur les quartiers	Favoriser l'appropriation des espaces publics et des quartiers, accompagner le changement urbain, développer l'urbanisme transitoire	Accompagner le processus de relogement et accompagner les personnes en lien avec les MOUS (relais de proximité, accompagnement social, etc.)	Institutions DEAL (logement, urbanisme) EPF Terres Caraïbes (foncier, renouvellement urbain) ARS (santé environnementale) CAF (aides au logement) Collectivités Cap Excellence : habitat, développement urbain Communes : services urbanisme / aménagement / environnement Région : rénovation énergétique Département : habitat indigne, solidarité logement	Les documents et stratégies de droit commun : Le Programme local de l'habitat 2022-2028 Convention intercommunale d'attribution 2022-2028 Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées Contrat territorial de relance et de transition écologique de Cap Excellence, 2021
		Accompagner les personnes dans l'appropriation de leur nouveau logement et développer le tissu de proximité (
		Mettre en place une gestion transitoire, veiller à la présence de proximité pendant les démolitions et occuper l'espace, en s'appuyant notamment sur des projets construits avec les habitants et bien appropriés		
		Lauricisque : Prendre en compte les effets de la rénovation sur les pratiques et la fréquentation des équipements		
		Accompagner la transformation des quartiers et ses effets sur la vie collective en travaillant, par exemple, sur la mémoire du quartier...		

	Améliorer la gestion des espaces délaissés	Lauricisque : Assurer l'entretien des équipements sportifs et favoriser leur bonne appropriation	Acteurs du logement Bailleurs sociaux Action Logement Associations de locataires Structures de médiation sociale / gestion urbaine de proximité	Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets, 2020
	Améliorer la qualité de l'habitat	Répondre aux problèmes d'inondations, y compris sur certains espaces rénovés (travailler l'articulation avec Cap Excellence dans ce cadre)		Plans Stratégiques de Patrimoines des organismes HLM
	Coordonner les actions de gestion et les interventions pour une qualité du cadre de vie au quotidien	Améliorer le traitement des espaces de stationnement, y compris en poursuivant le travail engagé en matière de partage des domanialités avec le service foncier		Conventions d'Utilité sociale des organismes HLM Les outils spécifiques à la politique de la ville : Le nouveau programme national de Renouvellement Urbain de Cap Excellence (RUCAP) L'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) Les conventions GUSP

<p>Favoriser une politique d'insertion et une mobilisation des entreprises au service des parcours vers et dans l'emploi de tous et toutes sur les quartiers</p>	<p>"Aller-vers" pour capter les publics éloignés de l'emploi, valoriser l'emploi, retrouver le sens et donner le goût du travail</p>	<p>Œuvrer à l'employabilité des jeunes en travaillant sur les savoir-être et savoir-faire (notamment concernant le rapport au temps et à l'engagement) : diversifier et multiplier les actions, améliorer l'information, travailler la captation des publics sur les actions...</p>	<p>Institutions France Travail Cap Emploi Mission locale DEETS Conseil départemental (RSA insertion) Région (formation professionnelle) BPI France (appui à la création d'entreprises) Banque des Territoires CRESS-IG (ESS, coopératives) CAF de la Guadeloupe et de Saint Martin (Soutien à la parentalité)</p> <p>Collectivités Cap Excellence : service développement économique Communes : service emploi</p> <p>Acteurs économiques Chambre de commerce et d'industrie (CCI) Chambre des métiers de l'artisanat (CMA)</p>	<p>Les documents et stratégies de droit commun : Le programme départemental d'insertion de Guadeloupe 2022-2028</p> <p>La stratégie de développement économique de Cap Excellence, 2025</p> <p>Le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) 2023-2028</p> <p>Plan de développement de la formation, 2021-2026</p> <p>Les outils spécifiques à la politique de la ville : La cité de l'emploi</p>
		<p>Travailler à valoriser les réussites</p>		
	<p>Lever les freins à l'insertion professionnelle</p>	<p>S'appuyer sur les ressources existantes (Cité de l'emploi, PLACI...) pour favoriser l'orientation des jeunes vers les services et l'offre existante et renforcer les logiques de suivi de parcours</p>		
		<p>Lever les freins en termes de mobilité, numérique et de savoir-être</p> <p>Augmenter et diversifier les solutions d'accueil Avip (crèches, assistant(es) maternel(les)) en faveur des parents en démarche d'insertion</p>		

			<p>UDE-MEDEF Confédération des Petites et Moyennes Entreprises (CPME) Fédération des Très Petites Entreprises (FTPE) Organisation Professionnelle des Petites et Moyennes Entreprises de Guadeloupe (OP-PME) COORACE Guadeloupe (réseau IAE) Structures d'insertion (ACI, EI, ETTI, AI) Associations et autres structures Centres sociaux Associations d'accompagnement vers l'emploi Organismes de formation Réseau d'entreprises inclusives (ex : les entreprises s'engagent) Réseaux de soutien à l'entrepreneuriat (Initiative, France Active Antilles...)</p>	
--	--	--	---	--

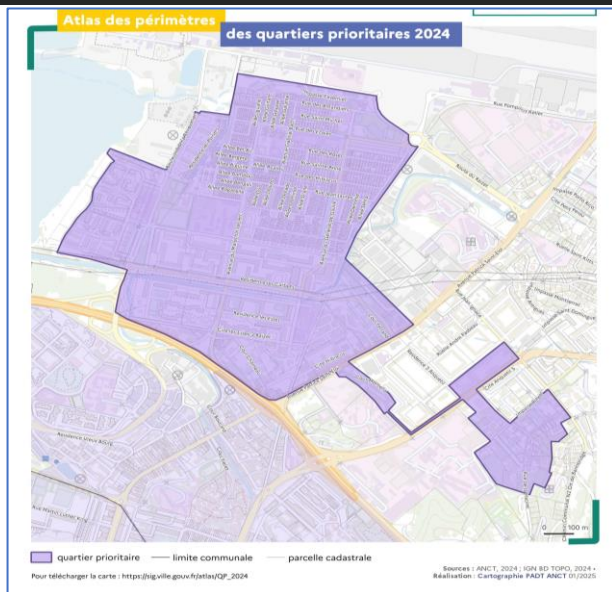
<p>Prévenir la violence dans les rapports sociaux, soutenir la tranquillité publique et assurer la sécurité sur les quartiers</p>	<p>Lutter contre l'insécurité, les incivilités, les mauvais usages de l'espace public</p>	<p>Travailler sur les problématiques de squats et les difficultés pouvant en découler (toxicomanie, addictions) ou être engendrées (trafic, prostitution...)</p>	<p>Institutions Préfecture Justice : DFSPPI, parquet, SPIP Éducation nationale (violences scolaires, climat scolaire) Polices nationales et municipale Maisons de justice et du droit</p> <p>Collectivités Cap Excellence : CISPD Communes : polices municipales, CLSPD Conseil départemental : prévention spécialisée</p> <p>Acteurs sociaux Associations de prévention de la délinquance Associations de lutte contre les violences intra-familiales Médiateurs sociaux Maison des femmes</p> <p>Autres partenaires Bailleurs sociaux</p>	<p>Les documents et stratégies de droit commun :</p> <p>Les instances dédiées : CISPD et CLSPD</p> <p>Plan départemental de la prévention de la délinquance, 2021-2024</p> <p>Les outils spécifiques à la politique de la ville :</p> <p>L'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)</p> <p>Les Cités éducatives</p>
<p>Renforcer l'ingénierie d'accompagnement, améliorer l'outillage, la</p>	<p>Renforcer la professionnalisation des acteurs institutionnels,</p>	<p>Travailler sur le rapport à l'argent et à l'engagement dans le cadre de la mobilisation autour des actions de</p>	<p>Pilotes du Contrat de Ville Préfecture Cap Excellence</p>	<p>Les outils et dispositifs : La gouvernance du Contrat de ville</p>

formation et la mise en réseau des acteurs	acteurs associatifs et acteurs de proximité, soutenir le bénévolat et son rôle dans les parcours des personnes	solidarité et des actions d'apprentissage	Autres partenaires L'ensemble des partenaires du contrat de ville Les acteurs des quartiers	Les comités de suivi de projet du quartier
	Conforter et renforcer le partenariat entre acteurs institutionnel, acteurs de proximité, porteurs de projet et habitants via une ingénierie adaptée de coordination et d'animation de proximité	S'appuyer sur la richesse du tissu associatif et travailler à la consolidation du partenariat entre les associations en lien avec l'animation de la Convention territoriale globale (CTG) afin de construire des actions ensemble		

► Quartier Raizet-Charneau-Dugazon

PRESENTATION DU RAIZET-CHARNEAU-DUGAZON

PRESENTATION DU QUARTIER



6 424 habitants

Le QPV est situé aux Abymes, à proximité immédiate de l'aéroport Pôle Caraïbes. Il est en position stratégique dans l'agglomération, et relié aux deux principaux axes de circulation (N1 et N5). Le sud du quartier, (secteur Capou-Ferrand) va faire l'objet d'une intervention urbaine importante qui va en requalifier l'image sur les cinq zones d'habitat informel et à la copropriété des Hibiscus.

CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE

IRIS Morne Vergain-Raizet (taux de couverture de l'IRIS par le quartier : 62%) et Cour Charneau-Raizet (taux de couverture de l'IRIS par le quartier : 98%)

Démographie	<ul style="list-style-type: none"> 0-14 ans : 16% 15-24 ans : 13% 25-59 ans : 47% 60-74 ans : 12% 75 ans et plus : 12% 	<ul style="list-style-type: none"> Indice jeunesse : 0,72 Part des femmes : 58,1% Part des étrangers : 5,7%
Données socio-économiques	<ul style="list-style-type: none"> Taux de chômage : 30% Taux de scolarisation des 15-24 ans : 62% Part de la population sans diplôme : 25% Nombre d'allocataires pour 100 hab. : 36 Allocataires percevant le RSA : 37% 	
Données Habitat	<ul style="list-style-type: none"> Part des ménages propriétaires : 31% Part des ménages locataires : 66% 	

Le quartier se démarque par une population fortement précarisée, cumulant des facteurs de vulnérabilité :

- Un vieillissement de la population : 24% ont plus de 60 ans contre 17% sur la CA et un indice de jeunesse particulièrement faible
- Un isolement remarquable de la population avec une part de ménages isolés en 2017 supérieure à celle de la CA (+ 8 points)
- Une population familiale : une part de familles monoparentales importante (65%, soit 10 points de plus que la moyenne des QPVs dans les DROMs)
- Une situation économique plus favorable que les autres QPV : un taux de chômage proche de la moyenne de la CA, une faible proportion de non diplômés comparé aux autres QPV (4 points de moins que la CA) ; une proportion relativement élevée de ménages propriétaires
- Un bon taux de scolarisation des jeunes de 15-24 ans, proche de la moyenne communautaire.

LES ENJEUX DE GESTION URBAINE		LES ENJEUX SOCIO-ECONOMIQUES		
<ul style="list-style-type: none"> • Un quartier autrefois valorisé et aujourd'hui en décrochage, qui souffre d'une dégradation de l'espace public (aires de jeux et espaces verts non entretenus, caniveaux bouchés, évacuation des eaux insuffisante). Le parc Guy Cornelli dédié aux enfants est en très mauvais état malgré son importance symbolique. • Un assainissement et un réseau d'évacuation des eaux pluviales défectueux, qui génère des inondations récurrentes de la voirie. • Des services de gestion urbaine de droit commun défaillants : déficit d'éclairage public, problématiques de dépôts sauvages d'encombrants, un réseau viaire mal entretenu, un réseau électrique vétuste et, par endroits, menacé par la végétation (cour Ferrand). • Une zone industrielle avec de nombreux espaces vacants. • Des enjeux de sécurité liés à la circulation : axes routiers très fréquentés, vitesse excessive, ralentisseurs non conformes... • Un patrimoine SIG vétuste et vulnérable au risque sismique. • Des copropriétés dégradées (Les Esses, Les Carbets, Lasserre, Hibiscus) et des logements individuels privés de mauvaise qualité. • De l'habitat spontané indigne (cours Capou à Ferrand). 		<ul style="list-style-type: none"> • Une population jeune sur la partie Raizet du secteur, qui souffre d'un déficit d'activités et d'équipements. • Un quartier avec un vieillessement de la population important notamment du côté de Cours Charneau, couplé à des problématiques d'isolement, en particulier dans les secteurs d'habitat spontané. • Une forte connotation culturelle, avec de nombreux artistes locaux présents sur le quartier (ex : musiciens, comédiens). Dans ce contexte, de nombreuses associations sur le territoire mais qui travaillent relativement peu de façon coordonnée. • Des problématiques de trafics de drogue (résidences Les Papyrus, Les Hibiscus...). • Une activité commerciale en déprise avec la fermeture de plusieurs petits commerces, concurrencés par les grandes surfaces situées le long de la RN5 et dans la ZAE Morne Vergain. • Des bouleversements profonds liés aux démolitions et aux programmes de réhabilitation, avec des impacts à la baisse sur la vie sociale du quartier. 		
PROJET DE QUARTIER				
PLAN D'ACTION				
AXE	ORIENTATION	ACTIONS	PARTENAIRES EN CHARGE	MOYENS

Favoriser l'émancipation individuelle et collective, faire société à l'échelle de chaque quartier et à l'échelle du territoire	Permettre l'émancipation dès le plus jeune âge	Lutter contre les fakes news, la « pensée magique »	Institutions : Préfecture Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRDFE) DAC (Direction des Affaires Culturelles) DEETS (accès aux droits, inclusion) Éducation nationale (Rectorat – Vie scolaire, DAAC, DAASEN) Justice : DFSPPI (accès aux droits, prévention récidive) DRAJES (jeunesse, engagement, citoyenneté) CAF de la Guadeloupe et de Saint Martin (Soutien à la parentalité) Collectivités Cap Excellence Communes et CCAS Conseil régional (jeunesse, culture, innovation sociale) Conseil départemental (autonomie, action sociale) Réseau associatif et société civile Centres sociaux	Les documents et stratégies de droit commun : Conventions Territoriales Globales : Abymes, Pointe-à-Pitre Plan local des solidarités 2024-2027 Schéma départemental des services aux Familles de la Guadeloupe 2024-2027 Projet sportif territorial des îles de Guadeloupe 2023-2028 Schéma Régional des usages et services numériques de la Guadeloupe, 2020 Plan interministériel de prévention et de lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme en outre-mer 2025-2028
	Lutter contre l'isolement	Favoriser l'occupation pendant les temps de vacances à travers, par exemple, les centres de loisirs		
	Prévenir le renfermement sur soi, et le renfermement dans le quartier, développer le faire ensemble	Développer des projets de partage sur la mémoire collective		
		Développer des tiers lieux comme celui porté par la SIG		
		Développer des projets de lien social (culturels, artistiques...)		
	Soutenir la parentalité, accompagner les parents	Accompagner les associations communautaires (lien avec le consulat, dont celui de la République dominicaine sur Grand Camp)		
		Favoriser l'implication et participation des familles avec des interventions collectives (Actions collectives d'échanges et d'entraide entre parents - Activités et ateliers partagés « parents-enfants »)		
Garantir l'accès aux droits	Accompagner le développement des services et lieux ressources parentalité			
	Lutter contre le non-recours aux droits			

			Espaces vie sociale Maisons de la parentalité	Stratégie interministérielle de mobilisation contre les conduites addictives 2023-2027 Projet territorial de Santé mentale de la Guadeloupe, 2022 Programme régional d'accès à la prévention et aux soins pour les personnes démunies 2023-2028 Schéma régional de santé 2023-2028 Les outils spécifiques à la politique de la ville : Cités éducatives Plan de Réussite Educative
Œuvrer pour l'éducation des jeunes, dans et hors de l'école	Améliorer la maîtrise de la langue des plus jeunes et lutter contre l'illettrisme des adultes	Mettre en place des actions d'apprentissage, notamment de la lecture, dès la maternelle <hr/> Expérimenter des clubs de lecture sur le territoire sur le modèle de	Institutions Éducation nationale (Rectorat, établissements scolaires, CPE)	Les documents et stratégies de droit commun : Projet d'Académie 2024-2027

		clubs d'apprentissage du langage associant l'expression artistique	DRAJES (jeunesse, engagement, sport)	Schéma départemental des services aux Familles de la Guadeloupe 2024-2027 Conventions Territoriales Globales : Abymes, Pointe-à-Pitre Plan interministériel de prévention et de lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme en outre-mer 2025-2028 Le projet régional de santé 2023-2028 Les contrats locaux de santé Les outils spécifiques à la politique de la ville : Cités éducatives Plan de Réussite Educative
	Sécuriser les parcours de réussite éducative et prévenir le décrochage scolaire	Favoriser une meilleure couverture du territoire par le dispositif Clas (Contrat local d'accompagnement à la scolarité) afin de favoriser la réussite éducative des enfants et des jeunes	ARS (santé scolaire, prévention addictions) CAF de la Guadeloupe et de Saint Martin (Soutien à la parentalité)	
		Rompre les inégalités de destin dès le plus jeune âge à travers la création d'un Village de la famille centre social et socio culturel incluant un centre social, un accueil de loisirs, une ludothèque, un Laep (Lieu d'accueil enfant parent...	Collectivités Cap Excellence : service éducation, jeunesse, sport Communes : CCAS, service jeunesse Département : PMI, prévention spécialisée Région : orientation, mobilité étudiante	
	Travailler à lever les freins à la réussite éducative : santé, nutrition, santé mentale, violences intra-familiales...	Repérer les situations de handicap au sein des établissements scolaires de manière précoce, en particulier les troubles de santé mentale, et accompagner les jeunes vers le droit commun	Acteurs de l'accompagnement Associations d'aides aux devoirs et de soutien scolaire, associations de prévention Centres sociaux Espaces vie sociale	
		Eduquer à la sexualité		
		Répondre à l'urgence en mobilisant des associations d'aide alimentaires, et en favorisant les structures de proximité ; travailler sur le petit déjeuner y compris des plus jeunes		

<p>Accompagner le vieillissement sur les quartiers</p>	<p>Repérer et accompagner les personnes âgées isolées vers leur droit et l'offre de droit commun</p>	<p>Mettre en place une veille sociale, et mener un travail sur le repérage dans la continuité de ce qui est fait par le CCAS du Raizet</p>	<p>Institutions ARS (gérontologie, maintien à domicile) Conseil départemental (APA, services sociaux) CAF (soutien aux aidants, financements structures) CGSS (santé, retraite) Maison Départemental des Personnes Handicapés Maison de l'autonomie et du handicap</p>	<p>Les documents et stratégies de droit commun :</p> <p>Service public de l'autonomie, et dispositifs départementaux</p>
		<p>Favoriser la prise en compte de l'accompagnement du vieillissement dans les projets sociaux des acteurs de l'animation de la vie sociale (actions intergénérationnelles, actions partenariales visant l'accès et le maintien des droits, le « bien vieillir à domicile »...)</p>	<p>Collectivités Cap Excellence Communes et CCAS Région (santé, innovation, formations sanitaires)</p> <p>Acteurs médico-sociaux Associations d'aide à domicile Centres de santé, CPTS, hôpitaux Résidences et foyers spécialisés</p> <p>Acteurs de l'animation de la vie sociale : espaces de vie sociale et centres sociaux</p>	

<p>Veiller à la qualité de l'habitat et du cadre de vie sur les quartiers</p>	<p>Prévenir les risques, accompagner les transitions</p>	<p>S'appuyer sur les équipes PAPI pour affiner les éléments de diagnostic avec les habitants et les acteurs du quartier</p>	<p>Institutions DEAL (logement, urbanisme) EPF Terres Caraïbes (foncier, renouvellement urbain) ARS (santé environnementale) CAF (aides au logement)</p> <p>Collectivités Cap Excellence : habitat, développement urbain Communes : services urbanisme / aménagement / environnement Région : rénovation énergétique Département : habitat indigne, solidarité logement</p> <p>Acteurs du logement Bailleurs sociaux Action Logement Associations de locataires Structures de médiation sociale / gestion urbaine de proximité</p>	<p>Les documents et stratégies de droit commun : Le Programme local de l'habitat 2022-2028</p> <p>Convention intercommunale d'attribution 2022-2028</p> <p>Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées</p> <p>Contrat territorial de relance et de transition écologique de Cap Excellence, 2021</p> <p>Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets, 2020</p> <p>Plans Stratégiques de Patrimoines des organismes HLM</p>
--	--	---	---	--

				<p>Conventions d'Utilité sociale des organismes HLM</p> <p>Les outils spécifiques à la politique de la ville : Le nouveau programme national de Renouvellement Urbain de Cap Excellence (RUCAP)</p> <p>L'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)</p> <p>Les conventions GUSP</p>
<p>Favoriser une politique d'insertion et une mobilisation des entreprises au service des parcours vers et dans l'emploi de tous et toutes sur les quartiers</p>	<p>Accompagner le développement économique : appui à l'ESS - notamment via l'installation de la Régie de quartier, soutien à la formalisation des commerces informels...</p>	<p>Prévenir l'essoufflement du tissu de petits commerces de proximité</p>	<p>Institutions France Travail Cap Emploi Mission locale DEETS Conseil départemental (RSA insertion) Région (formation professionnelle) BPI France (appui à la création d'entreprises) Banque des Territoires</p>	<p>Les documents et stratégies de droit commun : Le programme départemental d'insertion de Guadeloupe 2022-2028</p> <p>La stratégie de développement économique de Cap Excellence, 2025</p>
	<p>Lever les freins à l'insertion professionnelle</p>	<p>S'appuyer sur la régie inter-quartiers pour favoriser l'insertion professionnelle</p>		
		<p>Apporter une attention à l'inclusion des personnes en situation de handicap présentant des difficultés de mobilité</p>		

		Prévenir le surendettement	CRESS-IG (ESS, coopératives) CAF de la Guadeloupe et de Saint Martin (Soutien à la parentalité)	Le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) 2023-2028 Plan de développement de la formation, 2021-2026
		Augmenter et diversifier les solutions d'accueil Avip (crèches, assistant(es) maternel(les)) en faveur des parents en démarche d'insertion		
		Travailler sur la mobilité	Collectivités Cap Excellence : service développement économique Communes : service emploi	Les outils spécifiques à la politique de la ville : La cité de l'emploi
			Acteurs économiques Chambre de commerce et d'industrie (CCI) Chambre des métiers de l'artisanat (CMA) UDE-MEDEF Confédération des Petites et Moyennes Entreprises (CPME) Fédération des Très Petites Entreprises (FTPE) Organisation Professionnelle des Petites et Moyennes Entreprises de Guadeloupe (OP-PME) COORACE Guadeloupe (réseau IAE) Structures d'insertion (ACI, EI, ETTI, AI)	

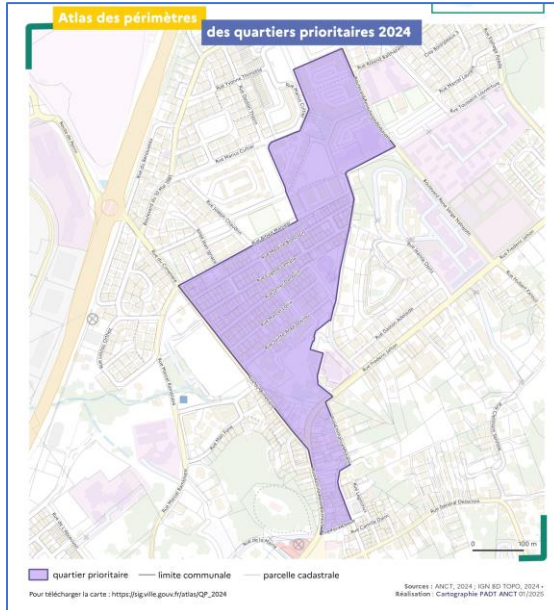
			<p>Associations et autres structures</p> <ul style="list-style-type: none"> Centres sociaux Associations d'accompagnement vers l'emploi Organismes de formation Réseau d'entreprises inclusives (ex : les entreprises s'engagent) Réseaux de soutien à l'entrepreneuriat (Initiative, France Active Antilles...) 	
<p>Prévenir la violence dans les rapports sociaux, soutenir la tranquillité publique et assurer la sécurité sur les quartiers</p>	<p>Lutter contre la traite et aider les victimes</p>	<p>Lutter contre la prostitution des mineurs</p>	<p>Institutions</p> <ul style="list-style-type: none"> Préfecture Justice : DFSP, parquet, SPIP Éducation nationale (violences scolaires, climat scolaire) Polices nationales et municipale Maisons de justice et du droit <p>Collectivités</p> <ul style="list-style-type: none"> Cap Excellence : CISPD Communes : polices municipales, CLSPD Conseil départemental : prévention spécialisée 	<p>Les documents et stratégies de droit commun :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les instances dédiées : CISPD et CLSPD Plan départemental de la prévention de la délinquance, 2021- 2024 <p>Les outils spécifiques à la politique de la ville :</p> <ul style="list-style-type: none"> L'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)

			<p>Acteurs sociaux Associations de prévention de la délinquance Associations de lutte contre les violences intra-familiales Médiateurs sociaux Maison des femmes</p> <p>Autres partenaires Bailleurs sociaux</p>	Les Cités éducatives
<p>Renforcer l'ingénierie d'accompagnement, améliorer l'outillage, la formation et la mise en réseau des acteurs</p>	<p>Valoriser les actions, partager les résultats, faire essayer les pratiques inspirantes</p>	<p>Valoriser les actions, sensibiliser les publics et s'appuyer sur le maillage local en s'appuyant sur l'existant</p>	<p>Pilotes du Contrat de Ville Préfecture Cap Excellence</p> <p>Autres partenaires L'ensemble des partenaires du contrat de ville Les acteurs des quartiers</p>	<p>Les outils et dispositifs : La gouvernance du Contrat de ville</p> <p>Les comités de suivi de projet du quartier</p>
	<p>Conforter et renforcer le partenariat entre acteurs institutionnel, acteurs de proximité, porteurs de projet et habitants via une ingénierie adaptée de coordination et d'animation de proximité</p>	<p>Multiplier les rencontres entre acteurs et mobiliser davantage les partenaires</p>		
		<p>Favoriser l'interconnaissance par la mise en place d'échanges et de prises de contact structurés : mise en réseaux des associations et des acteurs de proximité, de la médiation, des associations et des institutionnels, de l'emploi, en lien avec la "task force" France travail, etc...</p>		
		<p>Développer des outils de coordination (numériques, par exemple)</p>		

► Quartier Boisripeaux – Petite Guinée

PRESENTATION DU QUARTIER BOISRİPEAUX – PETITE GUINÉE

PRESENTATION DU QUARTIER



1 277 habitants

L'actuel QPV Boisripeaux-Petit Guinée est quartier très jeune, qui a bénéficié d'un fort développement urbanistique, avec de nombreuses nouvelles constructions et l'arrivée de nouveaux habitants, dont l'intégration n'est pas toujours jugée aisée. Le QPV se trouve à 90% sur l'IRIS Dothemare Boisripeaux, bien qu'il ne couvre que 31% de ce dernier.

CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE

IRIS Dothemare Boisripeaux (taux de couverture de l'IRIS par le quartier : 31%)	
Démographie	<ul style="list-style-type: none"> 0-14 ans : 25% 15-24 ans : 14% 25-59 ans : 48% 60-74 ans : 8% 75 ans et plus : 6% <ul style="list-style-type: none"> Indice jeunesse : 1,91 Part des femmes : 60% Part des étrangers : 5,1%
Données socio-économiques	<ul style="list-style-type: none"> Taux de chômage : 37% Taux de scolarisation des 15-24 ans : 72% Part de la population sans diplôme : 34% Nombre d'allocataires pour 100 hab. : 32 Allocataires percevant le RSA : 36%
Données Habitat	<ul style="list-style-type: none"> Part des ménages propriétaires : 28% Part des ménages locataires : 70%

Le quartier se démarque par une population fortement précarisée, cumulant des facteurs de vulnérabilité :

- Un des quartiers les plus jeunes de la géographie prioritaire : 39% de personnes âgées de 0-24 ans contre une moyenne de 33% à l'échelle de la CA et une proportion particulièrement élevée d'enfant de 0-14 ans (25% contre 19% en moyenne sur la CA). La part des moins de 25 ans représente 45% du parc social de la SIG (entre 30 et 35% à l'échelle de Cap Excellence). Un indice de jeunesse particulièrement élevé de 1,91 (ratio entre les personnes de moins de 20 ans et de plus 60 ans). A l'inverse, une faible proportion de séniors (14% de 75 ans et plus)
- Une part de femmes élevée sur le QPV (près de 2/3 de la population), particulièrement touchée par la monoparentalité (40% contre 29% sur la CA)
- Un taux de chômage de 10 points supérieur à la moyenne, tout comme la part des sans diplôme, mais un des taux de scolarisation des jeunes parmi les plus élevés de la CA (72% contre 65% en moyenne)

LES ENJEUX DE GESTION URBAINE		LES ENJEUX SOCIO-ECONOMIQUES		
<ul style="list-style-type: none"> • Une bonne accessibilité du quartier, notamment due à sa proximité avec l'aéroport et le nouvel hôpital. • Un espace vert au sein du quartier sous-valorisé (entretien insatisfaisant, projet de théâtre en plein air non abouti, locaux sous-mobilisés - correspondant aux sièges sociaux d'associations - ou vacants et sujets à des inondations, absence de dénomination, etc.). • Un plateau sportif au sein du quartier qui n'est pas suffisamment entretenu. 		<ul style="list-style-type: none"> • Une forte proportion de jeunes sur le quartier. • Une faible dynamique associative, notamment à destination des jeunes depuis la disparition de l'association Mades. Cette structure doit être remplacée par un centre social, intégrant une dimension « tiers lieux » dans le cadre d'un projet de « réseau de tiers lieux » porté par la SIG. • Une dégradation en matière de tranquillité publique avec des phénomènes de trafics de stupéfiants, de squats en soirée, et de prostitution de jeunes filles. • Une absence de réponse en matière d'insertion professionnelle et de développement économique. • Un manque de cohésion sociale entre les habitants, notamment avec les populations d'origine étrangère. • Des commercialisations de parcelles ont depuis quelques années redynamisé le quartier, mais un manque de travail sur l'accueil des nouvelles populations dans ce quartier en forte évolution. 		
PROJET DE QUARTIER				
PLAN D'ACTION				
AXE	ORIENTATION	ACTIONS	PARTENAIRES EN CHARGE	MOYENS
Favoriser l'émancipation individuelle et collective, faire société à l'échelle de chaque quartier et à l'échelle du territoire	Développer l'engagement citoyen	Mettre en place une association de locataire sur le quartier (parc SIG)	Institutions : Préfecture Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRDFE) DAC (Direction des Affaires Culturelles) DEETS (accès aux droits, inclusion)	Les documents et stratégies de droit commun : Conventions Territoriales Globales : Abymes, Pointe-à-Pitre
	Soutenir la parentalité, accompagner les parents	Favoriser l'implication et participation des familles avec des interventions collectives (Actions collectives d'échanges et d'entraide entre parents - Activités et ateliers partagés « parents-enfants »)		

		<p>Accompagner le développement des services et lieux ressources parentalité</p>	<p>Éducation nationale (Rectorat – Vie scolaire, DAAC, DAASEN) Justice : DFSPIP (accès aux droits, prévention récidive) DRAJES (jeunesse, engagement, citoyenneté) CAF de la Guadeloupe et de Saint Martin (Soutien à la parentalité)</p> <p>Collectivités Cap Excellence Communes et CCAS Conseil régional (jeunesse, culture, innovation sociale) Conseil départemental (autonomie, action sociale)</p> <p>Réseau associatif et société civile Centres sociaux Espaces vie sociale Maisons de la parentalité</p>	<p>Plan local des solidarités 2024-2027</p> <p>Schéma départemental des services aux Familles de la Guadeloupe 2024-2027</p> <p>Projet sportif territorial des îles de Guadeloupe 2023-2028</p> <p>Schéma Régional des usages et services numériques de la Guadeloupe, 2020</p> <p>Plan interministériel de prévention et de lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme en outre-mer 2025-2028</p> <p>Stratégie interministérielle de mobilisation contre</p>
--	--	--	--	--

				<p>les conduites addictives 2023-2027</p> <p>Projet territorial de Santé mentale de la Guadeloupe, 2022</p> <p>Programme régional d'accès à la prévention et aux soins pour les personnes démunies 2023-2028</p> <p>Schéma régional de santé 2023-2028</p> <p>Les outils spécifiques à la politique de la ville :</p> <p>Cités éducatives</p> <p>Plan de Réussite Educative</p>
<p>Œuvrer pour l'éducation des jeunes, dans et hors de l'école</p>	Diversifier l'offre éducative	Développer des actions à destination des moins de 25 ans et en faveur de la parentalité, en articulation avec le projet de Village de la Famille de la ville	<p>Institutions</p> <p>Éducation nationale (Rectorat, établissements scolaires, CPE)</p>	<p>Les documents et stratégies de droit commun :</p> <p>Projet d'Académie 2024-2027</p>

	Sécuriser les parcours de réussite éducative et prévenir le décrochage scolaire	Travailler la montée en charge du PRE sur le quartier, notamment à destination des publics "allophones"	DRAJES (jeunesse, engagement, sport) ARS (santé scolaire, prévention addictions)	Schéma départemental des services aux Familles de la Guadeloupe 2024-2027 Conventions Territoriales Globales : Abymes, Pointe-à-Pitre Plan interministériel de prévention et de lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme en outre-mer 2025-2028 Le projet régional de santé 2023-2028 Les contrats locaux de santé Les outils spécifiques à la politique de la ville :
		Faire de l'aller vers les élèves des établissements scolaires pour recueillir leurs attentes, notamment en termes d'activité périscolaire	Collectivités Cap Excellence : service éducation, jeunesse, sport Communes : CCAS, service jeunesse Département : PMI, prévention spécialisée Région : orientation, mobilité étudiante CAF de la Guadeloupe et de Saint Martin (Soutien à la parentalité)	
		S'appuyer sur les APE dans le portage du RPE et l'élaboration des actions de réussite éducative		
		Favoriser une meilleure couverture du territoire par le dispositif Clas (Contrat local d'accompagnement à la scolarité) afin de favoriser la réussite éducative des enfants et des jeunes		
	Penser les enjeux éducatifs à l'échelle de la "communauté", en travaillant avec les enfants, leurs parents, les éducateurs et adultes	Créer des « espaces parents » en articulation avec les établissements scolaires.	Acteurs de l'accompagnement Associations d'aides aux devoirs et de soutien scolaire, associations de prévention Centres sociaux Espaces vie sociale	
		Boisripeaux : Rompre les inégalités de destin dès le plus jeune âge à travers la création d'un Village de la famille centre social et socio culturel incluant une crèche AVIP, un accueil de loisirs, une ludothèque, un Laep (lieu d'accueil enfant parent)		

	Travailler à lever les freins à la réussite éducative : santé, nutrition, santé mentale, violences intra-familiales...	Mesurer l'impact des structures et des actions portées en matière de santé pour les habitants du QPV		Cités éducatives Plan de Réussite Educative
Veiller à la qualité de l'habitat et du cadre de vie sur les quartiers	Coordonner les actions de gestion et les interventions pour une qualité du cadre de vie au quotidien	Traiter les enjeux de domanialité pour répondre aux sujets d'entretien des espaces	<p>Institutions DEAL (logement, urbanisme) EPF Terres Caraïbes (foncier, renouvellement urbain) ARS (santé environnementale) CAF (aides au logement)</p> <p>Collectivités Cap Excellence : habitat, développement urbain Communes : services urbanisme / aménagement / environnement Région : rénovation énergétique Département : habitat indigne, solidarité logement</p> <p>Acteurs du logement Bailleurs sociaux Action Logement Associations de locataires Structures de médiation</p>	<p>Les documents et stratégies de droit commun : Le Programme local de l'habitat 2022-2028</p> <p>Convention intercommunale d'attribution 2022-2028</p> <p>Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées</p> <p>Contrat territorial de relance et de transition écologique de Cap Excellence, 2021</p>

			sociale / gestion urbaine de proximité	Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets, 2020 Plans Stratégiques de Patrimoines des organismes HLM Conventions d'Utilité sociale des organismes HLM Les outils spécifiques à la politique de la ville : Le nouveau programme national de Renouvellement Urbain de Cap Excellence (RUCAP) L'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) Les conventions GUSP
Favoriser une politique d'insertion et une	Lever les freins à l'insertion professionnelle	Développer des actions d'insertion professionnelle sur le quartier, en	Institutions France Travail	

<p>mobilisation des entreprises au service des parcours vers et dans l'emploi de tous et toutes sur les quartiers</p>		<p>transversalité avec les services et acteurs dédiés et en articulation avec la Cité de l'emploi</p>	<p>Cap Emploi Mission locale DEETS</p>	<p>Les documents et stratégies de droit commun :</p>
		<p>S'appuyer sur la création de la régie de quartier Augmenter et diversifier les solutions d'accueil Avip (crèches, assistant(es) maternel(les)) en faveur des parents en démarche d'insertion</p>	<p>Conseil départemental (RSA insertion) Région (formation professionnelle) BPI France (appui à la création d'entreprises) Banque des Territoires CRESS-IG (ESS, coopératives) CAF de la Guadeloupe et de Saint Martin (Soutien à la parentalité)</p> <p>Collectivités Cap Excellence : service développement économique Communes : service emploi</p> <p>Acteurs économiques Chambre de commerce et d'industrie (CCI) Chambre des métiers de l'artisanat (CMA) UDE-MEDEF Confédération des Petites et Moyennes Entreprises (CPME)</p>	<p>Le programme départemental d'insertion de Guadeloupe 2022-2028</p> <p>La stratégie de développement économique de Cap Excellence, 2025</p> <p>Le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) 2023-2028</p> <p>Plan de développement de la formation, 2021-2026</p> <p>Les outils spécifiques à la politique de la ville : La cité de l'emploi</p>

			<p>Fédération des Très Petites Entreprises (FTPE) Organisation Professionnelle des Petites et Moyennes Entreprises de Guadeloupe (OP-PME) COORACE Guadeloupe (réseau IAE) Structures d'insertion (ACI, EI, ETTI, AI)</p> <p>Associations et autres structures Centres sociaux Associations d'accompagnement vers l'emploi Organismes de formation Réseau d'entreprises inclusives (ex : les entreprises s'engagent) Réseaux de soutien à l'entrepreneuriat (Initiative, France Active Antilles...)</p>	
<p>Prévenir la violence dans les rapports sociaux, soutenir la tranquillité</p>	<p>Lutter contre l'insécurité, les incivilités, les mauvais usages de l'espace public</p>	<p>Veiller à la mobilisation des actions de la gestion urbaine de proximité (GUP) et des cellules de veille</p>	<p>Institutions Préfecture</p>	<p>Les documents et stratégies de droit commun :</p>

publique et assurer la sécurité sur les quartiers	Améliorer l'articulation entre CLSPD et CISPD, conforter leur impact, accompagner leur montée en puissance en matière d'analyse de données et production d'indicateurs chiffrés	Veiller à l'implication des différents partenaires au sein du CLSPD, notamment à l'échelle politique	Justice : DFSP/IP, parquet, SPIP Éducation nationale (violences scolaires, climat scolaire) Polices nationales et municipale Maisons de justice et du droit Collectivités Cap Excellence : CISPD Communes : polices municipales, CLSPD Conseil départemental : prévention spécialisée Acteurs sociaux Associations de prévention de la délinquance Associations de lutte contre les violences intra-familiales Médiateurs sociaux Maison des femmes Autres partenaires Bailleurs sociaux	Les instances dédiées : CISPD et CLSPD Plan départemental de la prévention de la délinquance, 2021-2024 Les outils spécifiques à la politique de la ville : L'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) Les Cités éducatives
	Lutter contre la traite et aider les victimes	S'appuyer sur le CISPD pour acculturer les élus au déploiement du CLSPD et à son rôle		

Renforcer l'ingénierie d'accompagnement, améliorer l'outillage, la formation et la mise en réseau des acteurs	Conforter et renforcer le partenariat entre acteurs institutionnel, acteurs de proximité, porteurs de projet et habitants via une ingénierie adaptée de coordination et d'animation de proximité	Veiller à ce que le projet de quartier s'intègre au projet de ville, en lien avec la CTG	Pilotes du Contrat de Ville Préfecture Cap Excellence Autres partenaires L'ensemble des partenaires du contrat de ville Les acteurs des quartiers	Les outils et dispositifs : La gouvernance du Contrat de ville Les comités de suivi de projet du quartier
	Réactiver le partenariat entre les bailleurs et les collectivités et les associations pour porter et développer les projets de quartier	Réactiver le partenariat entre les bailleurs et les collectivités et les associations pour porter et développer les projets de quartier		

LISTE DES SIGNATAIRES

Le Préfet de Guadeloupe



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GUADELOUPE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**RÉGION ACADÉMIQUE
GUADELOUPE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Le Président de Cap Excellence



Le Maire de Pointe-à-Pitre



Le Maire des Abymes

ABYMES



Le Président du Conseil régional



Le Président du Conseil départemental



La Directrice générale de l'EPF Terres Caraïbes



Le directeur général de l'ARS



Le directeur général de France Travail



Le directeur général de la Caisse Générale de
Sécurité Sociale



Le directeur général de la Caisse d'Allocations
Familiales



Le directeur général de la SIG



Le directeur général de la SIKOA



Le directeur général de la SEMAG



Le directeur général de la Semsamar



Le directeur général de la société pointoise
d'HLM de la Guadeloupe



<p>Le directeur général de la Banque des territoires</p>  <p>BANQUE des TERRITOIRES GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS</p>	<p>Le Président de la mission locale de Guadeloupe</p>  <p>Mission Locale GUADELOUPE</p>
<p>Le Président de la CCI Îles de Guadeloupe</p>  <p>CCI ÎLES DE GUADELOUPE</p>	<p>Le Président de la CRESS</p>  <p>cress Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire des îles de Guadeloupe</p>
<p>Le Président de COORACE Guadeloupe</p>  <p>coorace Guadeloupe</p>	<p>Le Recteur</p>  <p>PRÉFET DE LA RÉGION GUADELOUPE <i>Liberté Égalité Fraternité</i></p>

<p>Le Procureur général</p> <p> PRÉFET DE LA RÉGION GUADELOUPE <i>Liberté Égalité Fraternité</i></p>	<p>La Procureure de la République de Pointe-à-Pitre</p> <p> PRÉFET DE LA RÉGION GUADELOUPE <i>Liberté Égalité Fraternité</i></p>
<p>La Présidente du CDAD</p> <p> PRÉFET DE LA RÉGION GUADELOUPE <i>Liberté Égalité Fraternité</i></p>	<p>La directrice du SPIP</p> <p> MINISTÈRE DE LA JUSTICE <i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p> DSPOM Direction des Services Pénitentiaires d'Outre-Mer</p>